

**TRANS
BORDER
SUMMER
CAMP III**

**ZAD
NANTES
2025**

FR



**TRANSBORDER
SUMMER
CAMP III**

CONTENUS

(LES RÉSUMÉS DES ATELIERS SONT EN JAUNE)

INTRODUCTION	4
CHAQUE VIE VAUT PLUS QUE LEURS LOIS, LEURS ARMES ET LEURS MURS! 6	
HARGA – LE CRI DES CŒURS BRÛLÉS	7
QUAND LE DEUIL DEVIENT UNE RESPONSABILITÉ PARTAGÉE :	8
<i>TÉMOIGNAGE DU CŒUR DU CAMP</i>	
PLEURER ENSEMBLE POUR REFUSER L'ISOLEMENT	10
SOLIDARITÉ SUR LES ROUTES	13
<i>INFRASTRUCTURES POUR LA LIBERTÉ DE CIRCULATION</i>	
GRUPE DE TRAVAIL VISAS	20
À BAS LE SYSTÈME DES VISAS !	21
FEMMES DÉPLACÉES :	22
<i>LA FORCE FACE À UNE DOUBLE LUTTE</i>	
BIPOC :	23
<i>TEXTE LU LORS DE LA PLÉNIÈRE FINALE</i>	
LES PERSONNES LGBTI+ RÉFUGIÉES :	24
<i>DES LUTTES CROISÉES AU-DELÀ DES FRONTIÈRES</i>	
ENTRE FUITE DU CONTRÔLE ET RÉINVENTION DE SOI :	26
<i>RÉFLEXIONS TRANSFRONTALIÈRES À PARTIR DES EXPÉRIENCES DE FEMMES AU TSC</i>	
FORMES DE RÉSISTANCE ACTUELLES FACE AUX RÉGIMES D'EXPULSION	27
ANTI-DETENTION	29
<i>COMMENT SABOTER LE RÉGIME DE DÉPORTATION ?</i>	
ATELIER SUR LA CRIMINALISATION DE L'AIDE À LA LIBRE CIRCULATION	30
MIGRATION ET LUTTES AU TRAVAIL	32
RÉGULARISATION	35
FINANCER NOTRE MOUVEMENT	36
<i>STRATÉGIES ET ENJEUX POLITIQUES</i>	
UN ESPACE DE SOLIDARITÉ ET DE RÉSISTANCE SUR LES ROUTES	
MIGRATOIRES	38
UN PROCESSUS CROISSANT DE MISE EN RÉSEAU TRANSNATIONAL POUR LA LIBERTÉ DE CIRCULATION	39
LISTE DE RÉSEAUX TRANSNATIONAUX	41
RIEN DE GRAND N'ADVIENT SANS UNE ORGANISATION BÉTON	47
COMMENTAIRES DES PARTICIPANT-ES.....	50

INTRODUCTION



Chèr·es lecteur·ices,

TSC 25 - 6 jours de rassemblement, d'échanges, d'apprentissage, de discussions, de rencontres avec d'ancien·nes et nouveaux·elles ami·es et camarades de lutte.

680 participant·es d'environ 100 groupes et réseaux, 8 jours de montage, 28 shifts par jour, 24 groupes de travail pour l'organisation du camp, 20 ateliers annoncés avec 33 sous-ateliers, d'innombrables réunions informelles et ateliers spontanés, 8 langues traduites, 67 demandes de visa, 32 visas refusés, 12 310 repas, 525 kg de farine pour le pain (pain frais tous les jours, d'une boulangerie dans le camp), 150 heures de vaisselle (minimum), 68 kg de café, 250 tentes, 24 toilettes, 8 urinoirs, 34 camions pour dormir, 1 coq chantant tous les matins (qui a failli finir dans la cuisine), 4 grands chapiteaux, 16 grandes tentes pour l'infrastructure et les rassemblements, 1 oie agressive, 1 Soli-Bus qui a récupéré des participant·es venu·es d'Allemagne et de l'étranger, 69 billets d'avion, 21 installations de douches, 4 jours de démontage.

Le camp d'été transfrontalier (Transborder Summer Camp - TSC) 2025 s'est déroulé du 5 au 10 août 2025 dans la ZAD près de Nantes. C'était la troisième fois – après 2019 et 2022 – que plusieurs centaines de militant·es se réunissaient pour des échanges transnationaux et pour s'inspirer mutuellement des pratiques et des luttes pour la liberté de circulation.

Nous sommes ravi·es de vous présenter cette brochure contenant des comptes rendus et des réflexions sur le 3ème camp d'été transfrontalier. Un « appel à contributions » a été lancé à toutes les participant·es et des demandes directes ont été faites aux groupes organisateurs des différents ateliers : nous avons finalement reçu un certain nombre de textes et de contributions. Ce livret comprend plusieurs résumés et conclusions intéressantes, des impressions subjectives et des commentaires critiques, ainsi qu'un poème émouvant. Nous avons essayé de couvrir les principaux aspects du programme et notre objectif était également – notamment à travers quelques photos – de capturer un peu de l'esprit exceptionnel de ce rassemblement.

Nous ne pouvons cependant pas prétendre être exhaustif·ves. Il est déjà impossible de rendre compte de la diversité des points de départ et d'opinions. De plus, la communication au sein du camp s'est déroulée à plusieurs niveaux. Parallèlement ou en marge du programme officiel, de nombreux sous-groupes ou groupes parallèles se sont constitués, en partie de manière spontanée. L'expérience des deux premiers camps a clairement montré que les échanges informels pendant les repas, les pauses ou le soir nécessitent du temps et ont une grande valeur en soi. Tout cela ne peut être retranscrit dans une brochure.

Nous espérons néanmoins que cette brochure, bien qu'incomplète, documentera certaines des discussions, réflexions et engagements clés issus du camp d'été. Elle devrait soutenir les processus transnationaux de mise en réseau et contribuer à nous réinspirer dans nos luttes. Elle devrait nous rappeler que nous avons mis en place, ces dernières années, des infrastructures solides et fiables pour la liberté de circulation, avec et pour les personnes en déplacement, ce qui nous aidera à relever les défis à venir. Nous espérons également que ce livret incitera les personnes qui n'étaient pas présentes à rejoindre la lutte pour la liberté de circulation et à s'engager dans des alliances transnationales et intersectionnelles.

La brochure est imprimée en deux versions : en anglais et en français. Nous allons également essayer de la traduire, au moins en partie, dans d'autres langues. Tous les textes disponibles sont également publiés sur notre site internet transborder. Là, nous proposons un espace dédié aux commentaires et aux réflexions. Vous pouvez toujours nous y contacter. La brochure pourrait ainsi constituer un élément permettant d'assurer de la continuité.

Site internet : <https://trans-border.net/index.php/transborder-summer-camps/>



CHAQUE VIE VAUT PLUS QUE LEURS LOIS, LEURS ARMES ET LEURS MURS !

Le 6 février 2026, des CommémorActions décentralisées ont eu lieu dans plus de 60 villes du pourtour méditerranéen. Ces rassemblements ont permis de commémorer collectivement le massacre survenu il y a 12 ans à Tarajal, près de Ceuta. Aux côtés des proches des personnes décédées ou disparues aux frontières, les familles et les ami·es des victimes de violences policières et d'état en Europe ont rejoint ce réseau de solidarité grandissant.

Déjà le 6 février 2025, le réseau des familles des victimes de violences racistes policières et d'état, le « Réseau d'Entraide Vérité et Justice », s'était joint aux commémorations en hommage aux personnes décédées et disparues aux frontières. Comme le décrit l'article de Fatou Dieng et Orian, le besoin de refuser l'isolement a été ressenti.

Lors du camp d'été transfrontalier, cet échange a été approfondi au cours de différents ateliers. Des familles et des militant·es ont partagé leur expérience d'organisation transnationale d'un voyage au Cameroun visant à rassembler des familles de différentes régions. De plus, iels ont partagé leurs longues expériences d'organisation au sein de réseaux de proches de personnes disparues aux frontières et de lutte pour la justice et la vérité pour les victimes de violences étatiques racistes. Latifa Oualhazi décrit dans son texte la transformation du deuil et de la douleur en une force commune.

Dès le début, les photos des personnes disparues occupaient une place centrale dans le camp, au cœur de notre mouvement. Le vendredi soir était un moment fort où se sont exprimées des différentes façons collectives de commémorer. Une vidéo montre la CommémorAction organisée pendant le Transborder.

Lors de l'assemblée finale du camp Awa, dont le frère Babacar a été tué par la police en 2015 à Rennes, et Mohamed, dont le fils Aymen a disparu en mer Méditerranée en 2012, ont expliqué ensemble que les familles avaient décidé d'unir leurs forces pour organiser ensemble la journée de commémoration du 6 février prochain et rendre hommage ensemble aux personnes décédées et disparues aux frontières ainsi qu'aux victimes des violences policières et d'état en Europe.

Cette date commémore les événements du 6 février 2014, lorsque plus de 200 personnes ont tenté de rejoindre la plage de Tarajal, à Ceuta, depuis la côte marocaine. Des agents de la Garde civile espagnole ont utilisé du matériel anti-émeute pour les empêcher d'atteindre le littoral, sous le regard des forces marocaines. Quinze corps ont été retrouvés du côté espagnol, des dizaines d'autres ont disparu, et les survivant·es ont été renvoyé·es, tandis que d'autres décès ont été signalés du côté marocain. Les CommémorActions allient commémoration et protestation, en soutien aux familles qui réclament la vérité, la justice et la reconnaissance pour leurs proches. Chaque année, des événements sont organisés dans le monde entier pour dénoncer les décès, les disparitions et les traumatismes liés aux politiques migratoires et à la violence d'État.

Au cours des mois qui ont suivi, une série de réunions en ligne a permis à ce réseau de se développer et de se renforcer. Le 6 février 2026, des commémorations ont eu lieu dans de nombreux endroits. De nouvelles familles se sont jointes à l'initiative un peu partout. Ce réseau grandissant tente d'élargir les cercles de solidarité entre les familles à travers le monde et a créé des archives vivantes de la mémoire qui résiste au silence et à l'oubli.

Site internet – <https://commemoraction.net/>

Vidéo – CommémorAction lors du camp d'été transfrontalier en août 2025

<https://www.youtube.com/watch?v=kfyRTwuZSFc>



LE CRI DES CŒURS BRÛLÉS

Latifa Oualhazi

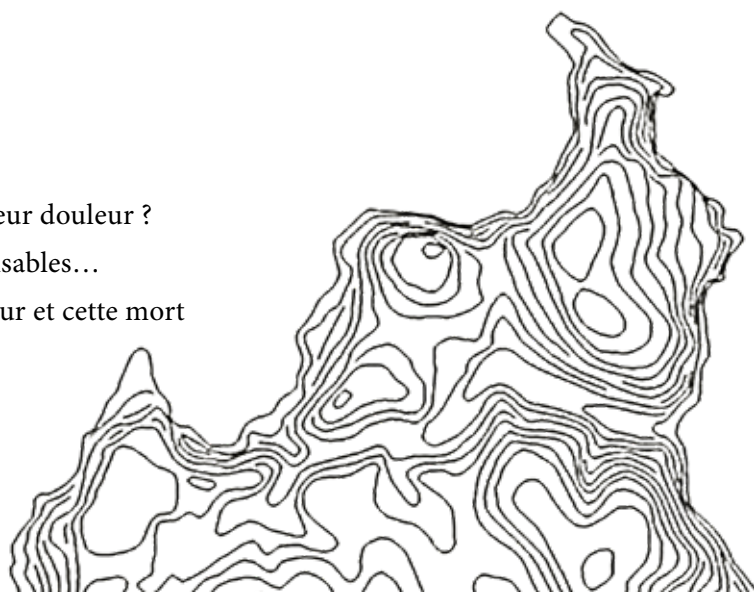
Une Tunisie qui se meurt
La harga nous a brûlés de l'intérieur...
Avec elle, ce sont les images de la Tunisie qui se consomment.
Une Tunisie qui meurt chaque jour...
Elle meurt de l'humiliation, de l'injustice et de l'oppression.
Elle meurt sous les traits d'une petite fille ou d'un garçon perdu en mer...
Elle meurt dans une embarcation...
Elle meurt sous un toit rongé par l'humidité,
où un vieil homme est mort à force de patience.

Pourquoi risquer sa vie ?
Qui risquerait sa vie, sinon celui qui n'a aucun avenir dans son pays ?
Celui qui n'a ni soutien ni épaule sur laquelle s'appuyer, étranglé jusqu'à perdre foi.
La réalité est affreuse... mais l'image l'est encore plus.

Un pays qui abandonne ses enfants
Regardez à quel point nous sommes pitoyables...
Pitoyables par nos cadres, nos aéroports, notre ministère des Affaires étrangères et nos ambassades.
Pitoyables avec ces patrouilles qui raflent,
et cette police qui a vendu la mort et la misère.

La harga – Un miroir qui ne ment pas
La harga est un miroir qui ne ment pas... une histoire qui ne change pas.
C'est un pauvre qui court sans jamais rattraper son rêve,
un enfant condamné à mourir avant même de naître.
Ce sont des yeux qui rêvent et des mains trop courtes pour atteindre quoi que ce soit.
Et s'il avait eu un peu d'espoir, il n'aurait jamais brûlé !

Où est l'espoir ?
« De l'espoir ? Quel espoir ? Où le vois-tu ?
Dans les cercueils remplis de nos enfants ?
Chez les mères qui pleurent, chantent et hurlent leur douleur ?
Pieds nus, nous avons erré entre avocats et responsables...
Où vois-tu l'espoir, dans tout ce chagrin, ce malheur et cette mort



QUAND LE DEUIL DEVIENT UNE RESPONSABILITÉ PARTAGÉE : TÉMOIGNAGE DU CŒUR DU CAMP

Latifa Oualhazi

Ma présence au camp ne se résumait pas à une simple participation à un programme estival. C'était la suite d'un long parcours qui a débuté à la perte de mon frère. À partir de ce moment-là, la perte n'était plus seulement une expérience personnelle. Elle est devenue une fenêtre à travers laquelle je pouvais entrevoir tout un monde de familles portant la même douleur, les mêmes questions et le même silence imposé par l'absence d'êtres chers disparus sans laisser de traces.

La perte de mon frère n'a pas été un simple épisode de ma vie. Ce fut un séisme qui a tout bouleversé en moi. Il existe une douleur qui défie toute description, une douleur qui se loge entre l'âme et la mémoire, et qui a transformé ma façon de comprendre le monde et de me percevoir moi-même. Mon frère n'a pas seulement disparu en tant que personne ; bien d'autres choses ont disparu avec lui : la certitude, le réconfort et ce sentiment de sécurité que nous croyions autrefois immuable. Et pourtant, au milieu de cette douleur sans fin, j'ai pris conscience d'une chose essentielle : notre amour pour les personnes disparues est plus fort que n'importe quelle absence, et les voix des familles ne peuvent pas disparaître. Au camp, j'ai trouvé un espace où je pouvais porter la douleur de mon frère non seulement comme une blessure, mais comme une force qui me pousse à continuer, à défendre et à dire au monde qu'un être humain ne disparaît pas de la mémoire ; même s'il n'est plus visible.

Je suis venue au camp en tant que sœur d'une personne disparue et en tant que représentante des familles qui refusent d'oublier. J'ai également partagé mon témoignage sur ma rencontre avec les familles de personnes disparues au Cameroun, une expérience qui m'a profondément marquée. Dans leurs visages, j'ai vu la même douleur que celle que nous portons en nous. J'ai vu comment la souffrance peut devenir un langage commun que nous comprenons même sans traducteur. Ils ont parlé de leurs proches, de cette attente pesante, de la peur et de l'espoir. En elleux j'ai vu le reflet de mon histoire et de celle de milliers de familles qui refusent de fermer la porte à la vérité.

Ce qui m'a touchée lors de ce camp, c'est la façon dont nos témoignages se sont transformés en savoir collectif ; il ne s'agissait pas simplement d'histoires racontées, mais d'une responsabilité. Les discussions sur la mémoire, la perte et la solidarité constituaient une véritable tentative de comprendre ce que signifie vivre avec l'absence d'un être cher, et comment cette douleur peut être transformée en une force de changement. À chaque atelier et à chaque rencontre informelle, j'ai senti que nos voix, celles des sœurs, des mères, des pères et des amis, n'étaient plus marginalisées. Elles étaient entendues, comprises et prises au sérieux.

J'ai quitté le camp avec de nombreuses questions :

Comment faire en sorte que les familles touchées ne soient pas de simples « témoins », mais des partenaires dans la construction de chemins vers la vérité et la justice ?

Comment transposer cette douleur d'une manière qui préserve notre humanité ?

Et comment construire une solidarité internationale qui relie nos expériences, de la Tunisie au Cameroun, de la Méditerranée à toutes les frontières qui cachent des histoires dont nous ne connaissons pas encore la fin ?

Si nous imaginons le Transborder Summer Camp IV en 2028, j'espère que nous y arriverons après avoir élargi les cercles de solidarité entre les familles du monde entier, et que nous aurons créé une archive vivante de la mémoire qui résiste au silence et à l'oubli.

Je rêve d'un espace où la douleur des familles est considérée comme un savoir essentiel et où l'Europe, l'Afrique et le reste du monde écoutent nos voix, non pas parce que nos histoires sont douloureuses, mais parce qu'elles sont nécessaires pour comprendre la vérité.

Ce que j'ai retenu de ce camp, c'est une certitude : la perte est douloureuse, mais la transformer en force commune est le début du chemin vers un avenir où aucune personne disparue, et aucune famille, n'est laissée seule.





PLEURER ENSEMBLE POUR REFUSER L'ISOLEMENT

Fatou Dieng & Orian

Le racisme qui salit nos vies

Souvent, les familles des victimes des violences policières et celles des mort-es et disparu-es aux frontières évoluent dans des espaces militants séparés. Au sein même de ces mouvements, certaines familles restent isolées. Certain-es mort-es sont oublié-es. Nos pleurs sont segmentés.

Pire, le système racial se plaît à ériger certain-es de nos mort-es en symbole pour mieux en dévaloriser d'autres. Il feint de pleurer certain-es de nos enfants pour mieux trier nos mort-es, sélectionner entre les « bonnes » et les « mauvaises » victimes du racisme et organiser une compétition mortifère pour s'attirer ses grâces.

A la mort de « bonnes » victimes, c'est toute la nation qui doit pleurer. Songez aux attentats : leur mémoire est honorée dans des mémoriaux, et gare à celui ou celle qui n'exprime pas son deuil publiquement. Pour d'autres, le deuil n'est pas une possibilité.

Dans le cas des violences policières mortelles, l'analyse de Rachida Brahim confirme ce que nombre d'en-tre-nous savent déjà : la race tue deux fois. Autrement dit, le racisme criminalise les personnes non blanches de leur vivant, mais aussi après leur décès. Non seulement les victimes noires et arabes, mais aussi asiatiques ou voyageur-es (qu'elles soient Tsiganes, Roms, Manouches, Gitanes...) ne sont pas reconnues comme des vies, et ne sont donc pas sujettes aux pleurs publics, mais leur mémoire est salie. Là, on exhume leur casier judiciaire. Ici, on invente des pathologies. Une autre fois encore, on les accuse de rébellion contre les forces de l'ordre. Toujours, d'une façon ou d'une autre, on les rend responsables de leur propre mort. On diminue la valeur de leur vie comme pour dire qu'au fond, cette vie perdue ce n'est pas si grave, ce n'était pas vraiment une vie.

et ceux qui migrent sont victimes de la même criminalisation en raison de leur race sociale, mais à cela s'ajoute la déshumanisation propre aux politiques migratoires. Iels sont des « flux » qu'il faudrait contrôler. Si iels décèdent, victimes des politiques migratoires, on accuse les éléments naturels ou les passeurs. Souvent, iels ne restent que des chiffres dont l'identité n'est pas connue. Quand même les proches ne sont pas informés de la disparition ou que le corps n'est pas retrouvé, comme c'est souvent le cas, comment imaginer que le deuil puisse commencer ?

Toute vie est une vie

Face à cette situation, penser une politique des commémorations qui refuse l'injonction à l'innocence ou la personnification, et, permette à l'inverse de revendiquer collectivement l'égale valeur de nos vies n'est pas seulement nécessaire et urgent : c'est le seul moyen de « transformer la peine en une force pour le changement ».

Les initiatives telles que le *Réseau d'Entraide Vérité et Justice* prouvent que, pour peu qu'on les pense collectivement, les commémorations peuvent être l'un des outils de déstabilisation des structures oppressantes. Le *Réseau* fédère des familles des victimes des forces de l'ordre pour que jamais plus elles ne soient en concurrence. Surtout, il travaille à dé-segmenter nos politiques commémoratives. Dès sa création en 2007, le *Réseau* a associé familles de victimes de violences mortelles aux mutilé-es, notamment gilets jaunes. Mais plus récemment encore, son entrée dans l'organisation des *commémor'ation* témoigne de la volonté de ses militant-es d'ouvrir les commémorations aux vies perdues de tout horizon : migrant-es, enfermés-es, personnes trans, etc.

Comme l'enseigne la Charte du Manden :

« Toute vie est une vie.

Il est vrai qu'une vie apparaît à l'existence avant une autre vie,

Mais une vie n'est pas plus "ancienne", plus respectable qu'une autre vie.

De même qu'une vie n'est pas supérieure à une autre vie. »



Dès lors, il nous semble qu'une politique des commémorations désirable, parce que égalitaire et émancipatrice, doit s'inscrire pleinement dans cet héritage sans quoi nous risquons de perpétuer les mêmes hiérarchies que nous, militant·es antiracistes, dénonçons. Toute vie est une vie, disons-nous. Une vie n'est pas plus respectable qu'une autre vie. L'innocence supposée ou non (aux yeux de lois racistes et classistes), la détention de papiers coloniaux, le genre ou l'état mental et psychique d'une personne ne devrait pas être discriminant lorsqu'il s'agit de nos commémorations.

Février 2025 : première commémorations communes

En février 2025, le *Réseau* a répondu à l'appel de *Global commémor'action*, un réseau militant contre les frontières qui commémore depuis 2014 les disparu·es en méditerranée, dans le désert, en montagne et les mort·es aux frontières. A Rennes et à Paris, les visages de Lamine Dieng et de Babacar Gueye se sont mêlés à ceux de personnes décédées sur les routes migratoires. Des représentant·es de collectifs de personnes sans-papiers, du CSP 75 aux jeunes du parc de Belleville, ont pris la parole à la suite de performances artistiques : là, une femme tissait les tracts distribués aux migrant·es à Calais, plus tard dans la soirée deux danseurs, exilés eux-aussi, ont exprimé la violence de leur parcours à travers leur art. Puis, est venu le tour du *Réseau*. Voici leur prise de parole :

« Le Réseau est le fruit des différentes rencontres à travers la France et au-delà et les liens tissés entre des comités de victimes depuis 2007 jusqu'à aujourd'hui. Il rassemble des comités/collectifs de familles de victimes, un collectif de soutien aux familles des disparitions forcées et de victimes survivantes de crimes, de violences policières, pénitentiaires, psychiatriques et des collectifs féministes, anti-répression, anti-fasciste, anti carcérale, anti impérialiste...

Ce 6 février, en répondant à l'appel de *Global commémor'action*, nous appelons aussi à renforcer ce mouvement de solidarité et de résistance contre les morts aux frontières et pour la dignité et les droits pour toutes et tous.

Ni oubli, ni pardon, liberté de circulation pour toutes et tous !

Hommage aux victimes des politiques migratoires

Migrer est un droit pas un crime

Migrer pour vivre pas pour mourir

Les frontières tuent

L'enfermement tue

Les États tuent

Vérité, Justice et Réparations pour toutes les victimes des frontières, de l'enfermement, de la police, de la gendarmerie...

Soutien aux exilé·es, aux migrant·es, aux personnes avec ou sans papiers coloniaux, aux survivant·es, aux familles endeuillées, aux familles des disparu·es forcés et porté·es disparu·es,

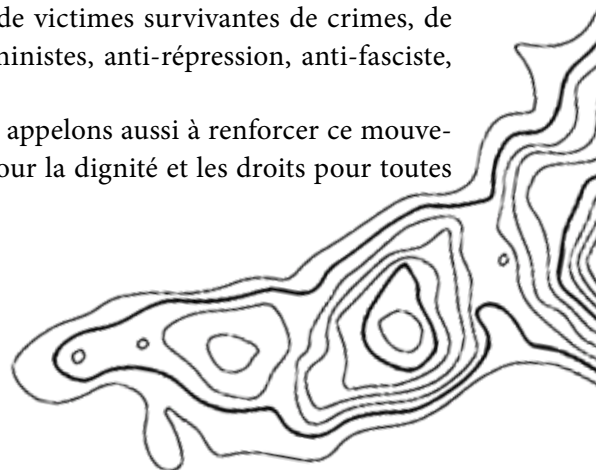
Soutien aux opprimé·es, aux mineur·es isolé·es étranger·es non accompagnés, soutien au collectif des jeunes du parc de Belleville. »

« Les victimes de Tarajal sont victimes de violences policières »

En août 2025, le *Transborder Summer Camp* à la ZAD (Zone A Défendre) de Notre-Dame-des-Landes, a été l'occasion de mettre en application ces mots d'ordres inclusifs et émancipateurs. A l'occasion d'un atelier autour des mort·es du racisme, des familles et proches de disparu·es, ont rencontré Fatou Dieng et Awa Gueye, dont les frères ont respectivement été tués par la police en 2007 à Paris et en 2015 à Rennes.

Le soir, uni·es, nous avons commémorés nos mort·es. Nous avons pleuré ensemble. Nous avons prié ensemble. Nous avons crié ensemble. Pas pour dire que les histoires se confondent ou pour dresser une liste exhaustive, c'est malheureusement impossible, mais bien pour affirmer l'égalité valeur des vies, le partage d'oppressions communes – celles perpétrées par les Etats racistes – mais surtout d'une lutte commune pour l'émancipation et la libération de tous·tes.

Mohamed, dont le fils est décédé en 2012 sous les yeux des gardes-côtes italiens qui l'ont laissé se noyer, participe





aux commémorations depuis 2014 à travers l'association Alarmphone. Après un premier voyage au Cameroun pour rencontrer des familles de victimes du massacre de Tarajal, il est venu à NDDL pour rencontrer Awa et Fatou. Tout de suite, il a reconnu « une similitude entre les frontières mortelles et les violences racistes ».

Il explique : « les violences policières sont une forme de racisme et la fermeture des frontières et l'incitation des jeunes à l'immigration clandestine en sont une autre. Les victimes de Tarajal sont victimes de violences policières. De la même façon, le bateau qui transportait des migrants illégaux sur lequel était mon fils et qui était sur le point de couler a appelé à l'aide. Les gardes frontières italiens sont arrivés mais ne les ont pas secourus. Ils les ont laissés se noyer. »

Ainsi, la rencontre entre les familles des victimes de la police et des victimes des frontières mortelles « n'a pas été une simple rencontre, mais une reconnaissance mutuelle de la douleur et de l'injustice ». Latifa, dont le frère est disparu en Méditerranée, raconte :

« Dès les premiers instants, il était évident que nous ne portions pas seulement un deuil personnel, mais une blessure causée par la même violence. Nous sommes des sœurs dans la perte, des sœurs parce que l'État, sous ses différentes formes, a décidé que la vie de nos frères pouvait être sacrifiée. Les contextes diffèrent, mais le meurtre est le même, l'impunité est la même, et l'absence que nous portons au quotidien est la même.

Méler nos larmes pour refuser l'isolement

Dès lors, Latifa l'affirme : « partager une commémoration avec Awa et Fatou a été un acte politique en soi. Être ensemble, c'était refuser clairement l'isolement des luttes et refuser que chaque famille affronte sa blessure seule, dans le silence. Cette commémoration partagée a brisé les frontières artificielles entre nos combats et a confirmé que notre véritable force réside dans la convergence de nos voix, et non dans leur séparation. Nous commémorons ensemble les victimes de la police et les victimes des frontières parce qu'elles ont été tuées par le même système : un système sécuritaire et raciste qui considère certains corps comme une menace permanente et certains vies comme jetables. Celles et ceux qui meurent aux frontières, comme celles et ceux qui sont tués dans les rues ou dans les centres de détention, sont les victimes de politiques de violence structurelle, et non d'erreurs individuelles. Les rassembler dans une même commémoration, c'est refuser toute justification du meurtre et toute hiérarchisation des victimes selon la géographie, la nationalité ou la couleur de peau. Nous les commémorons ensemble parce qu'une justice indivisible est la seule capable d'honorer leur mémoire. »

SOLIDARITÉ SUR LES ROUTES - INFRASTRUCTURES

POUR LA LIBERTÉ DE CIRCULATION

« Malgré et contre la politique raciste et répressive dominante ainsi que la brutalisation du régime frontalier de l'UE, nous insistons sur la construction et l'extension d'infrastructures pour la liberté de circulation, ce qui constitue également une motivation clé pour le TSC... » C'est avec cet objectif principal que les ateliers sur la « Solidarité sur les routes » ont été présentés dans le livret du TSC. Une introduction générale a été donnée par des membres du réseau « Welcome to Europe » (w2eu) lors de la séance d'ouverture.

En réalité, l'idée initiale du premier Transborder Summer Camp en 2019 est née d'une proposition émanant du réseau w2eu visant à créer un espace de rencontres physiques dédié aux échanges pratiques et transnationaux sur les structures de solidarité le long de toutes les routes migratoires et dans les villes de destination des personnes en déplacement. Au cours de l'été des Migrations de 2015, de nombreuses initiatives et projets liés au transit et à l'accueil ont vu le jour, mais depuis 2016, le retour de bâton s'est de nouveau intensifié. Inspiré par la ténacité des mouvements de migrant-es et par la pérennité de nombreuses structures de solidarité, le TSC I de 2019 a attiré plus de 500 militant-es issues d'une grande diversité transnationale, et le programme a fonctionné comme espéré : un rassemblement et un échange extraordinaires sur les expériences pratiques issues de nombreuses réalités et des luttes quotidiennes en cours.

C'est dans cette continuité que s'est déroulé le TSC II en 2022, et aujourd'hui encore, le TSC III en août 2025 : pour évaluer et reconnaître le niveau d'auto-organisation continue et des structures de soutien, pour réfléchir à de meilleures pratiques mais aussi échanger sur les limites et les défis actuels. Grâce à la consolidation et au développement des réseaux transnationaux (voir le texte sur le réseautage transnational), le contexte structurel du TSC III s'est révélé encore plus solide que les années précédentes, et – selon le rythme prévu de trois ans – un nouvel espace de camp d'été dédié à l'apprentissage mutuel, à la stabilisation et à l'inspiration a de nouveau été partagé comme une initiative utile.

Après cette introduction, quatre ateliers thématiques ont été brièvement présentés afin de former des groupes plus restreints et d'engager des discussions plus concrètes :

- (1.) **Lignes d'assistance et numéros d'urgence ;**
- (2.) **Villes solidaires / Guides d'information / Documentation radicale ;**
- (3.) **Îles de transit / Îles d'accueil ;**
- (4.) **Outils et méthodes utilisés par les migrant-es non cisgenres et les communautés LGBTQIA+**

Nous résumons ici par fragments certaines questions et conclusions issues principalement des sous-groupes 1, 2 et 3 (le n° 4 fait l'objet d'un texte séparé).

(1.) Lignes d'assistance et Alarm Phone

Des membres de divers projets tels que Alarm Phone Sahara (APS), la Hotline de Refugees in Libya (RiL), WatchTheMed Alarm Phone (WTMAP), Solidarity Line Balkans (SLB), Telefon Alarmowy Grupy Granica et la ligne d'assistance « Link » se sont déjà réuni-es en ligne à plusieurs reprises au cours des mois précédant le TSC III. D'une part, pour mieux se connaître, comprendre les intérêts et les problèmes respectifs et définir les thèmes à aborder ensemble une fois réuni-es pendant le camp d'été. Le texte suivant a été partagé dans le TSC Reader :

« Alors que les conditions de vie des personnes en déplacement se détériorent, comment pouvons-nous mieux coordonner les lignes d'assistance et les groupes d'observation entre les régions ? Cet atelier invite les membres des lignes d'assistance et les personnes solidaires à réfléchir au rôle des lignes d'assistance dans la résistance à l'externalisation des frontières européennes. Nous explorerons comment utiliser plus efficacement les données et les témoignages recueillis — pour le plaidoyer politique, la sensibilisation du public et l'élargissement des voies d'entrée sûres et légales. Les participant-es partageront leurs défis internes et externes, notamment le

burnout, les contraintes et le poids émotionnel du travail en première ligne. L'un des axes sera de renforcer les liens entre les réseaux documentant les refoulements et de consolider la collaboration avec les communautés de migrant-es. Ensemble, nous visons à comprendre le fonctionnement de nos réseaux, à partager nos perspectives politiques et à approfondir notre lutte collective. »

Au final, des militant-es issu-es de pas moins de dix lignes d'assistance téléphonique différentes ont participé à cet atelier ; une liste comprenant une brève présentation de chacune d'entre elles est jointe à la fin de cet article. Les brèves présentations des différentes lignes d'assistance ont clairement montré que celles-ci diffèrent considérablement les unes des autres : tant au niveau de la situation géographique et politique que des concepts et des outils techniques, des groupes cibles et de l'implication des communautés de migrant-es. Il existe des chevauchements régionaux et des coopérations déjà en place, par exemple entre APS, la ligne d'assistance RiL et WTMAP. Des échanges directs ont également lieu entre SLB et WTMAP, non seulement sur des questions techniques, mais aussi sur les expériences vécues en mer Égée et à la frontière terrestre turco-grecque, point de départ des routes migratoires à travers les Balkans. Mais d'une manière générale, les conditions et les spécificités régionales exigent une gestion particulière et des approches adaptées.

Quelques exemples : le numéro de WTMAP est bien connu depuis plus de dix ans par de nombreuses personnes en déplacement, et la ligne d'assistance est régulièrement contactée par des personnes à bord des bateaux. Dans le Sahara, pour APS, il était essentiel de mettre en place un réseau de « lanceurs d'alerte », c'est-à-dire de personnes de contact dans les villes du désert, afin de recueillir des informations sur les personnes en détresse. Ou encore : la ligne d'assistance de RiL s'adresse aux personnes réfugiées en Libye qui utilisent généralement WhatsApp ; elle utilise donc un système WhatsApp pour communiquer avec elleux. WTMAP utilise un centre d'appels auto-organisé pour son système de relais avec une ligne téléphonique classique, joignable par téléphone satellite. Pour les bénévoles dans la forêt entre la Pologne et la Biélorussie, qui reçoivent des appels de personnes bloquées près de la frontière, le risque de criminalisation ne cesse d'augmenter, tandis que pour APS – après le coup d'État militaire au Niger en 2023 et l'abrogation de la loi anti-migration – la criminalisation sévère qui prévalait auparavant a été suspendue, facilitant à nouveau la situation des personnes en transit.

Un autre sujet abordé a été l'efficacité des interventions. Alors que WTMAP exerce un impact considérable depuis de nombreuses années et est même capable, dans la région de la Méditerranée centrale, de coordonner de manière autonome des opérations de sauvetage grâce à une flotte civile composée de nombreux navires de sauvetage civils et même d'avions civils, les possibilités d'aider les personnes en déplacement en Libye sont très limitées. Souvent, les militant-es de la hotline RiL se contentent d'écouter les souffrances des personnes, de documenter les violations incessantes des droits humains et de les dénoncer dans le cadre de campagnes et dans les médias, sans aucune possibilité d'offrir un soutien direct. Cela engendre un sentiment permanent d'impuissance, similaire aux défis psychologiques provoqués par les limites ou les échecs des interventions, avec des expériences de refoulements ou même de décès sur les routes, pour tous les projets de lignes téléphoniques.

Les questions relatives à la sensibilisation communautaire et aux contacts avaient déjà été abordées lors des réunions en ligne précédant le camp d'été. Au cours des ateliers, l'implication de chacun-e a été mieux expliquée : APS est soutenu par des membres issus de plusieurs pays, mais son bureau opérationnel est basé à Agadez et solidement ancré dans les conditions et le contexte locaux, ce qui lui permet de bénéficier d'un lien étroit avec les réalités de la migration de transit.

RiL a été fondé en 2021, en plein cœur des troubles historiques à Tripoli, et celles et ceux qui vivent aujourd'hui en Europe restent très liées à leurs communautés respectives en déplacement. Cela permet aux sympathisant-es européen-es de la hotline d'avoir un accès direct aux personnes en déplacement, et le numéro de la hotline circule, se transmettant de bouche à oreille.

WTMAP est actif avec des membres dans de nombreuses villes à travers l'Europe et en Afrique du Nord et de l'Ouest, principalement en Tunisie, au Maroc et au Sénégal. Parmi les membres au Maroc, beaucoup ont des origines ouest-africaines et entretiennent ainsi des liens étroits avec les communautés de transit. Ils et elles sont régulièrement en contact pour mener des actions de sensibilisation (diffusion d'informations sur la sécurité en mer), lutter contre la criminalisation (des conducteurs de bateaux) ou aider à l'identification des

personnes décédées et informer et soutenir les familles touchées dans les pays d'origine.

SLB en est encore à ses tout débuts, mais les expériences des dernières années au niveau régional ont montré que des contacts avec les communautés de transit pouvaient être bien établis.

Le projet Link, dans le sud de la France, commence également tout juste à mettre en place l'infrastructure de sa nouvelle ligne d'assistance téléphonique. Les membres s'attendent à également susciter l'intérêt et à répondre à la demande des personnes en déplacement qui cherchent à rejoindre leurs villes de destination.

À partir de ces échanges fructueux sur les différentes expériences, les contacts, les approches et les techniques mises en œuvre dans tous les projets au sein d'un sous-groupe, un autre sujet a été abordé : celui du plaidoyer et de la pression politique. Comment passer de notre niveau micro à une influence politique plus large ? Comment définir notre cadre d'action et comment obtenir un plus grand impact politique avec nos propres petits projets de lignes d'assistance téléphonique ? Est-il utile de faire pression auprès de politicien·nes favorables aux droits humains ?

Pour la Pologne, cette option a été clairement écartée, car l'atmosphère raciste est si dominante dans tous les partis, tandis qu'au Sénégal, la situation semble différente et il existe des chances de pouvoir influencer un gouvernement encore relativement nouveau par des contacts directs avec le parti au pouvoir. Dans d'autres pays comme l'Italie, l'Allemagne ou la France, le tableau est plus ambivalent et les niveaux d'engagement en matière de lobbying ainsi que les attentes positives varient.

Pour WTMAP, il a été souligné que le travail médiatique en temps réel – ces dernières années principalement via Twitter – avait parfois des impacts directs. Les situations de détresse avec les positions GPS et les responsabilités qui en découlent pour les garde-côtes sont régulièrement publiées afin de faire pression ; il a été possible, à maintes reprises, d'alerter des politicien·nes (de l'opposition) en Italie, des journalistes ou l'Église, ce qui a abouti finalement à des interventions de sauvetage réussies.

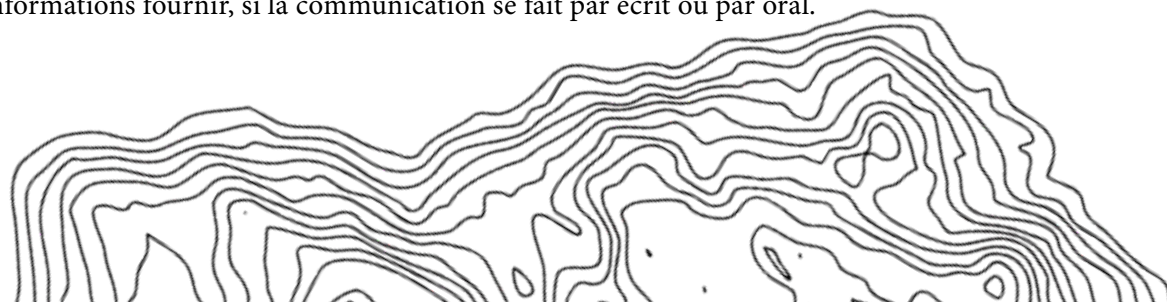
Au cours des discussions, la question de savoir s'il fallait élaborer une stratégie plus efficace pour contrer le discours de l'extrême droite a également été soulevée, ainsi que celle de savoir si nous aurions besoin d'une sorte de groupe de réflexion alternatif... en référence à nos réseaux transnationaux...

(2.) Villes solidaires / Guides d'information / Documentation radicale

La discussion au sein de ce sous-groupe s'est concentrée sur plusieurs questions considérées comme prioritaires par les participant·es.

L'un des points de départ du débat a été la nécessité de prendre en compte les besoins et les situations spécifiques des personnes en déplacement, auxquelles il convient d'apporter un soutien et de fournir des informations pratiques. Le contexte et la localisation des personnes en déplacement sont extrêmement importants pour comprendre quel type et quelle quantité d'informations fournir, ainsi que les outils à utiliser pour ce faire. Par exemple, la différence entre les zones d'arrivée, les grandes villes et les zones frontalières a été soulignée, ainsi que le fait que le type d'informations et de soutien fournis, et la manière dont ils sont fournies, peuvent varier considérablement. L'accent a été mis sur la nécessité – mais aussi parfois la difficulté – de trouver un compromis entre l'exhaustivité et l'exactitude des informations et la nécessité de les mettre à jour fréquemment (en particulier dans les zones d'arrivée et frontalières où les situations changent souvent). À cette question s'ajoutait celle de la traduction multilingue : comment concilier au mieux la nécessité de mettre constamment à jour les informations et de les diffuser rapidement avec celle de les traduire en plusieurs langues ? Dans des situations et des lieux particulièrement critiques ou difficiles, quels choix faut-il faire ? Une autre question abordée concernait la « coexistence » et la complémentarité entre les informations et les mises à jour fournies sous forme écrite (papier et en ligne) et sous forme orale.

Cela dépend à la fois des caractéristiques et des besoins des personnes en déplacement, ainsi que du lieu et du contexte dans lesquels elles se trouvent. De plus, chaque groupe, collectif ou réseau fait ses propres choix à cet égard, en décidant, par exemple, s'il convient de diffuser les contacts directs et de quelle manière, quelles informations fournir, si la communication se fait par écrit ou par oral.



La création et la diffusion de ressources et d'informations utiles au format numérique ont été considérées comme un sujet crucial. Si les guides et les brochures papier (tels que ceux produits par le réseau w2eu) étaient et restent utiles, il est devenu évident que, dans diverses situations et compte tenu de phénomènes de plus en plus répandus – comme les refoulements aux frontières intérieures et extérieures de la forteresse Europe, la criminalisation croissante des personnes en déplacement et de celles qui leur apportent un soutien, etc. –, il est de plus en plus important de partager les informations également (et principalement) sous forme numérique via des sites web, des applications et des fichiers audio. Disposer d'informations sur son téléphone portable permet un accès plus facile et plus immédiat et offre la possibilité de partager ces informations avec d'autres personnes en déplacement. De plus, des outils tels que les fichiers audio sont extrêmement importants pour les personnes analphabètes ou semi-analphabètes, ou pour celles qui se trouvent dans des situations rendant la lecture de documents imprimés plus difficile.

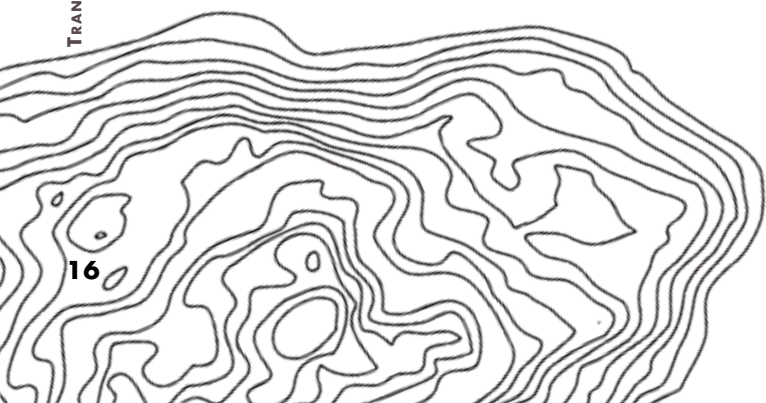
L'importance de fournir des coordonnées à jour et fiables pour les groupes/associations/collectifs locaux a également été soulignée, tout comme la nécessité de poursuivre et de renforcer la mise en réseau et la collaboration entre les entités situées le long des différentes « étapes » des parcours empruntés par les personnes en déplacement.

(3.) Îles de transit / Îles d'accueil

Les îles situées aux confins de l'Europe sont les lieux où les personnes débarquent, souvent épuisées, traumatisées et marquées par l'expérience de la traversée en mer et par les violences qu'elles ont pu subir auparavant. Chaque île a ses propres spécificités, dynamiques et caractéristiques, mais malgré cela, certains aspects, dictés par un système de sécurité et de contrôle des frontières, se dégagent et sont communs à diverses îles d'arrivée et de transit. Pour ces raisons, nous avons estimé qu'il était essentiel d'organiser un atelier pendant le TSC III où différentes personnes, camarades et militant-es, qui vivent ou ont vécu au quotidien dans ces contextes, pourraient se rencontrer et échanger leurs connaissances, leurs luttes et leurs stratégies de solidarité.

Des militant-es de diverses organisations de Lanzarote, Lampedusa, Lesbos, Samos et Chypre ont participé à la rencontre. Le temps a manqué pour approfondir des questions spécifiques, car les présentations sur le contexte, bien qu'extrêmement intéressantes, ont occupé la majeure partie du temps. Les grands thèmes qui se sont dégagés et sur lesquels nous nous sommes concentré-es étaient la répression et le rôle des infrastructures institutionnelles, ainsi que les formes de solidarité développées sur les îles et leur continuité (ou l'absence de celle-ci) à travers des réseaux. Nous avons examiné certaines questions transversales sur chaque île, telles que la criminalisation des conducteurs de bateaux, les refoulements, la présence de camps institutionnels souvent marginalisants et marginalisés, ainsi que les tentatives de surveillance face à la répression et au contrôle, l'aide juridique et la dénonciation des décès et des disparitions en mer comme conséquence directe des politiques discriminatoires et déshumanisantes de l'Union européenne. Chaque réalité a donc montré comment ces aspects transversaux se déclinent dans chaque contexte spécifique, prenant des formes et des nuances différentes, telles que les dynamiques avec les divers acteurs institutionnels présents, la durée du séjour des personnes en déplacement, le niveau de militarisation mis en œuvre par l'Union européenne, la relation (ou l'absence de relation) avec les populations locales et le tourisme estival. Et par conséquent, les diverses formes d'intervention en soutien et en solidarité avec les personnes en déplacement.

Bien qu'il n'y ait pas eu de réunions en présentiel ou en ligne depuis lors, des contacts bilatéraux ont été établis pour discuter ou apporter un soutien dans des situations spécifiques, ainsi que d'autres formes de mise en réseau.





Présentations des lignes d'assistance et des téléphones d'alerte dans le cadre du TSC III (par ordre alphabétique) :

Alarm Phone Sahara (APS)

Alarm Phone Sahara est un projet de coopération entre des associations et des individu-es de la région sahélo-saharienne et d'Europe. Les membres du réseau Alarm Phone Sahara sont basé-es au Niger, au Mali, au Togo, au Maroc, en Mauritanie, en Allemagne et en Autriche. Le bureau de APS est situé à Agadez, au Niger. Il existe également un réseau d'observateur-ices des routes dans la région du nord du Niger qui viennent en aide aux personnes en déplacement en cas de détresse, principalement lorsqu'elles sont expulsées d'Algérie ou de Libye. Concrètement, APS poursuit quatre objectifs : a) Sensibiliser les migrant-es et les candidat-es à la migration non seulement aux conditions et aux dangers du désert, mais aussi à leurs droits. Cette sensibilisation a lieu dans les lieux d'origine, dans les gares routières et sur les routes. b) Documenter ce qui se passe sur les routes migratoires dans la zone sahélo-saharienne, y compris les crimes, les violations des droits humains et le harcèlement routier. c) Secourir les migrant-es en détresse dans le désert – soit en déplacement vers le nord, soit après avoir été expulsé-es de force, principalement depuis les pays d'Afrique du Nord. d) Dénoncer les politiques anti-migration régionales, sous-régionales, nationales et internationales.

www.alarmphonesahara.info

Border Reach Out Collective

En tant que Border Reach Out Collective, nous agissons en tant que structure d'assistance téléphonique organisée par la base à la frontière polono-allemande. Notre objectif est de soutenir les personnes en déplacement qui traversent cette frontière dans leur lutte pour la liberté de circulation, en leur apportant une aide matérielle ou médicale. Nous mettons également en relation avec d'autres organisations et avocat-es, et partageons les informations dont nous disposons concernant les procédures d'asile ou les violences et répressions exercées par les deux États.

Les personnes qui traversent cette frontière peuvent nous joindre sur WhatsApp au numéro suivant:

+420721251155

Pour toute autre demande, vous pouvez également nous contacter par e-mail :

border-reach-out-collective@systemli.org

Deportation Emergency Phone (Ligne d'urgence en cas d'expulsion)

DEP (Deportation Emergency Phone) est une ligne d'assistance gérée par des militant·es, que les personnes peuvent appeler ou contacter par SMS pour obtenir de l'aide en cas de risque imminent d'expulsion. Cette ligne d'assistance couvre principalement la région de Berlin-Brandebourg et vise à faciliter les interventions d'urgence de dernière minute. Parmi les stratégies mises en œuvre, on peut citer la mise en relation avec des avocat·es pour des interventions juridiques de dernière minute, le partage des tactiques utilisées par des personnes ayant réussi à empêcher leur expulsion, ainsi que la pression exercée sur les compagnies aériennes pour qu'elles ne coopèrent pas aux expulsions. À long terme, DEP vise à renforcer le mouvement contre les expulsions en partageant des tactiques, et à établir un réseau mondial de groupes militants afin de mettre en relation les personnes qui ont été expulsées avec des structures de soutien.

La ligne téléphonique a été lancée en août 2025. Elle est actuellement joignable du lundi au vendredi de 4 h à 20 h, l'objectif étant de fonctionner 24 h/24 et 7 j/7.

En cas d'expulsion, vous pouvez nous contacter à ce numéro : +49 36413163311

Pour toute autre demande de contact, nous disposons également d'une adresse e-mail : berlin.de_ep@proton.me

Link

Notre mission est de fournir un service d'information téléphonique sûr et sécurisé qui met en relation les personnes en déplacement avec des ressources essentielles, dans la mesure du possible. La collaboration avec la communauté migrante est au cœur de notre travail. Nous bénéficions également d'un accompagnement juridique afin de garantir la bonne conduite de nos opérations. En développant un réseau de protection et d'inclusion, et en collaborant avec des groupes de solidarité, nous donnons les moyens d'agir aux personnes en déplacement. La ligne est désormais ouverte.

Notre objectif : une plateforme de communication virtuelle pour les appels, les SMS et les messages vocaux, intégrant des outils de traduction, de transcription et de transfert de fichiers.

Cartographie complète des ressources à travers la France, permettant de créer et de rétablir des relations au sein d'un réseau.

Les informations recueillies seront stockées en sécurité dans une base de données spécialement conçue à cet effet.

Des équipes de bénévoles à long terme bénéficiant d'une formation complète et d'un soutien psychologique continu.

Contactez-nous :

E-mail : gestion@thelink.ngo

Tél. : 0033 7 45 02 19 14

Site web : <https://thelink.ngo/>

Facebook : The link.

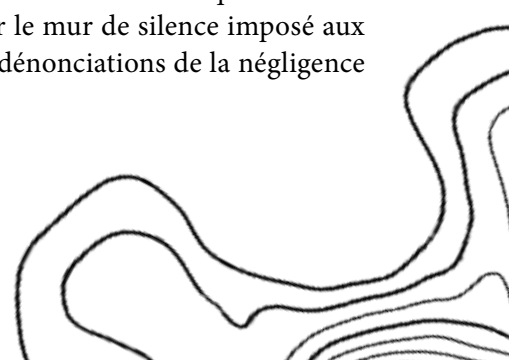
Instagram : Link_infoline

Ligne d'assistance téléphonique de Refugees in Libya (Réfugié·es en Libye) (RiL)

La ligne d'assistance téléphonique de Refugees in Libya, mise en place en collaboration avec l'Alliance avec Refugees in Libya, a vu le jour à Bologne en mars 2023. Depuis lors, après des mois d'écoute quotidienne, nous avons découvert une réalité qui nous était jusqu'alors inconnue, dans laquelle des familles entières, des mères seules et des enfants sont piégé·es en Libye pendant des mois, voire des années — incapables de revenir en arrière ou d'aller de l'avant —, à la merci d'un régime criminel systémique, soutenu par l'UE et sa politique d'externalisation, qui ne les reconnaît pas comme réfugié·es. Les opérateurs documentent leurs témoignages, leurs dénonciations et leurs efforts de résilience, et partagent avec eux l'objectif de RiL : utiliser leurs voix pour défendre la liberté de circulation et exiger la protection des communautés dont les droits sont quotidiennement bafoués par l'État libyen. Un premier rapport documenté, visant à briser le mur de silence imposé aux réfugiés en Libye et s'appuyant sur des centaines de cas de protestations et de dénonciations de la négligence du HCR à l'égard de leurs droits, est inclus dans The Book of Shame.

(<https://www.refugeesinlibya.org/book-of-shame>),

<https://www.refugeesinlibya.org/>



Safeline Bulgarie

Safeline est une ligne d'assistance téléphonique gratuite, accessible 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, qui vient en aide aux personnes en transit en Bulgarie. Nous sommes en contact avec des équipes sur le terrain qui fournissent une aide humanitaire aux personnes qui en ont besoin après avoir franchi les frontières bulgares. Nous surveillons également la situation aux frontières extérieures de l'UE en Bulgarie et documentons les refoulements, les détentions et autres cas de violence aux frontières.

Instagram : <https://www.instagram.com/bulgariasafeline/>

E-mail : info@safelinebg.org

Solidarity Line Balkans (SLB)

Solidarity Line Balkans (SLB) est un réseau transnational et de terrain composé de militant·es, de collectifs et de membres communautaires œuvrant dans toute l'Europe du Sud-Est pour venir en aide aux personnes en déplacement. Son objectif principal est de prévenir les décès et les disparitions aux frontières et à l'intérieur de la région. SLB fonctionne selon une structure décentralisée composée de groupes formels et informels, notamment des collectifs locaux, des équipes d'intervention d'urgence, des prestataires d'aide juridique et des réseaux de solidarité. Ces activistes collaborent pour offrir un soutien essentiel aux personnes en détresse ainsi qu'un soutien mutuel afin de construire des structures résilientes de résistance et de solidarité contre la violence aux frontières.

Courriel : solidarityline@gmail.com

Profil Facebook : <https://www.facebook.com/profle.php?id=61555700222354>

Telefon Alarmowy Grupy Granica (Ligne d'urgence du groupe Granica)

Nous sommes un groupe chargé de coordonner le fonctionnement d'une ligne d'assistance téléphonique accessible 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 pour les personnes en déplacement qui traversent la frontière entre la Pologne et la Biélorussie. Nous sommes actif·ves depuis septembre 2021 dans le cadre de la coalition Grupa Granica. Notre objectif est de faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire aux personnes en déplacement qui se trouvent en Pologne. Nous collaborons avec d'autres organisations et collectifs afin de fournir aux personnes se trouvant dans les forêts polonaises des produits de première nécessité (nourriture, eau, vêtements, médicaments) ainsi qu'une aide juridique. Nous contribuons également à l'enregistrement et à l'enquête sur les cas de décès et de personnes disparues. Nous apportons parfois notre aide dans les camps.

<https://www.instagram.com/grupagranica/>

<https://wearemonitoring.org.pl/en/home/>

<https://egala.org.pl/>

<https://fundacijabezkrzes.org/>

WatchTheMed Alarm Phone (WTMAP)

Depuis octobre 2014, nous gérons une ligne d'assistance téléphonique accessible 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 pour les personnes en détresse en mer.

Nous travaillons par roulement au sein d'un centre d'appels auto-organisé et élaborons des plans d'alerte communs. En dix ans, nous sommes intervenu·es dans plus de 10 000 cas d'urgence dans toute la Méditerranée, sur la route de l'Atlantique et dans la Manche. Nous sommes un réseau très décentralisé d'environ 300 militant·es, réparti·es dans de nombreuses villes d'Europe, d'Afrique du Nord et d'Afrique de l'Ouest. Nous relient nos interventions en temps réel à des campagnes de sensibilisation, à des formes critiques de documentation et à des actions publiques pour lutter contre les refoulements et les décès en mer, avec la liberté de circulation comme revendication centrale.

Sites web :

www.alarmphone.org

www.watchthemed.net





GRUPE DE TRAVAIL VISAS

Le groupe de travail sur les visas a été créé neuf mois avant le TSC. Quatorze personnes ont travaillé pour obtenir les visas nécessaires pour permettre aux militant·es du Sud de se rendre au TSC. Le groupe de travail a suivi 67 procédures de visa. Trente-deux demandes ont abouti et les personnes concernées ont pu voyager. Vingt-six visas ont été refusés. Et dans neuf cas, la réponse n'avait toujours pas été donnée au moment où le camp a commencé, et donc ces personnes n'ont pas pu y participer.

Grâce à l'expérience acquise lors des deux TSC précédents et à celle tirée de nombreux autres rassemblements des divers réseaux transnationaux, nous avons atteint un meilleur score que lors des TSC précédents. Pourtant, moins de la moitié des personnes ont finalement pu se rendre au camp. Cela montre à quel point il est difficile de surmonter les obstacles liés au régime des visas.

Le texte suivant, rédigé par Boza Fii de Dakar au Sénégal, un groupe qui n'a pas pu participer car on lui a refusé le visa, a été lu lors de l'assemblée finale du Transborder Summer Camp. Les conséquences du régime des visas sont visibles dans toutes nos luttes quotidiennes : ce régime oblige les gens à trouver des moyens dangereux pour franchir les frontières. Il tue. Il est plus que nécessaire de continuer à revendiquer le droit à l'amitié au-delà des frontières, de revendiquer la mise en réseau transnationale et de revendiquer le droit à la liberté de circulation. Nous continuerons donc à exiger l'obtention d'un visa pour chaque personne afin qu'elle puisse se rendre à nos rassemblements – et, dans le même temps, nous refuserons cette logique de séparation et de déni de l'égalité des droits pour toutes. À bas le système des visas !

Chroniques àMer a produit un épisode sur les politiques racistes en matière de visas.
Pour écouter cet épisode, cliquez ici :
<https://www.jetfm.fr/vendredi-11-novembre-episode-16-imaginaires-sans-frontieres/>
Pour le télécharger, cliquez ici :
<https://www.canalsud.net/spip.php?article6624>

À BAS LE SYSTÈME DES VISAS!

d'Alarm Phone Dakar / Boza Fii

Aujourd'hui, nous vous écrivons pour dénoncer le durcissement des visas en Afrique plus particulièrement au Sénégal. Les politiques de visa restrictives et les procédures de demande de visa de plus en plus complexes et coûteuses sont un obstacle majeur, une gymnastique sans fin pour les Africain·e·s qui souhaitent voyager, étudier, travailler ou rejoindre leurs familles à l'étranger.

Ces politiques ont des conséquences dévastatrices pour les individus, les familles et les communautés qui n'hésitent même pas de trouver autres moyens (la mer ou le désert) pour rejoindre l'Europe. Elles limitent les opportunités économiques, restreignent l'accès à l'éducation et à la formation, et entravent la mobilité sociale. Elles créent également des inégalités et des injustices, car ceux·lles qui ont les moyens de payer les frais de visa et de satisfaire aux exigences complexes peuvent voyager, tandis que les autres sont laissés en quai.

Le durcissement des visas en Afrique est également un symbole de la méfiance et de la suspicion envers les Africain·e·s. Il est temps de reconnaître que les Africain·e·s ont le droit de se déplacer librement et de choisir leur lieu de résidence comme mentionné dans la constitution sénégalaise. Il est temps de mettre en place des politiques de visa qui soient justes, équitables et respectueuses des droits de l'homme.

Nous exigeons que les gouvernements et les institutions internationales prennent des mesures pour assouplir les politiques de visa et pour faciliter la mobilité des Africain·e·s. Nous exigeons que les frais de visa soient réduits ou remboursés en cas de refus de visa, que les procédures de demande de visa soient simplifiées et que les délais de traitement soient accélérés.

Nous nous solidifions avec les Africain·e·s qui sont affecté·e·s par ces politiques et qui luttent pour leurs droits. Nous nous solidifions avec les organisations qui travaillent pour défendre les droits des migrant·e·s et des réfugié·e·s.

La liberté de circulation est un droit fondamental qui devrait être accessible à tou·tes, sans distinction de genre, d'orientation sexuelle ou d'identité de genre. Pourtant, les personnes LGBTQ+ sont souvent confrontées à des obstacles et des dangers lorsqu'elles se déplacent, que ce soit à l'intérieur de leur pays ou à l'étranger.

Les lois et les politiques discriminatoires, les persécutions et les violences homophobes et transphobes, les restrictions de voyage et les interdictions de séjour, tout cela contribue à créer un environnement hostile pour les personnes LGBTQ+. Cela les force souvent à vivre dans la peur, à cacher leur identité ou à renoncer à leurs droits fondamentaux.

Il est temps de reconnaître que la liberté de circulation est un droit essentiel pour les personnes LGBTQ+, tout comme pour les autres. Il est temps de mettre en place des politiques qui protègent et facilitent la circulation des personnes LGBTQ+, plutôt que de la restreindre.

Ensemble, nous pouvons créer un monde plus juste et plus solidaire. Un monde où les Africain·e·s peuvent se déplacer librement et vivre avec dignité. Un monde où les droits de l'homme sont respectés et où la compassion et la solidarité sont les valeurs qui guident nos actions.

Alors, je vous demande de rejoindre la lutte pour l'assouplissement des politiques de visa en Afrique. De défendre les droits des Africain·e·s à se déplacer librement. De créer un monde plus juste et plus solidaire. Ensemble, nous pouvons faire une différence.



FEMMES DÉPLACÉES : LA FORCE FACE À UNE DOUBLE LUTTE

Fatima Idris / Le Caire, Égypte

Depuis plus de 25 ans, je travaille dans le domaine de la migration, aux côtés de femmes de différentes nationalités qui mènent des combats complexes et multiples. Leurs difficultés ne sont pas seulement celles auxquelles sont confrontées les femmes partout dans le monde (inégalités, charge des tâches domestiques et contraintes sociales), elles sont aggravées par les réalités du déplacement, de la précarité de leur statut juridique et de l'exclusion économique.

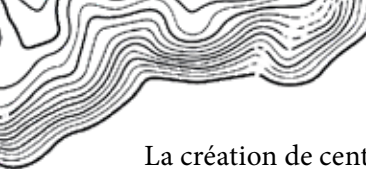
Bon nombre des femmes avec lesquelles je travaille sont des cheffes de famille. Elles arrivent après avoir survécu à des conflits, à des déplacements et souvent à des violences liées au genre. Certaines s'occupent d'enfants en situation de handicap. D'autres reconstruisent leur vie après avoir subi un traumatisme profond. Leur réalité quotidienne est ce que je décris souvent comme une « double lutte » : survivre en tant que femmes dans des conditions sociales difficiles, et survivre en tant que réfugiées ou migrantes au sein de systèmes juridiques et économiques restrictifs.

Dans le contexte économique actuel, les opportunités sont limitées. De nombreuses femmes réfugiées et migrantes se heurtent à des obstacles pour accéder à un emploi formel, à l'éducation, aux programmes d'innovation et au développement des compétences. La pauvreté et la vulnérabilité juridique restreignent encore davantage leur accès à des opportunités qui pourraient leur permettre de vivre dans la stabilité et la dignité. Les environnements dans lesquels elles évoluent sont rarement propices à leur plein épanouissement, que ce soit dans le domaine de l'éducation, de l'entrepreneuriat ou de l'expression créative.



Pourtant, malgré ces défis structurels, je vois continuellement une résilience extraordinaire. Ces femmes continuent d'aller de l'avant. Elles prennent soin de leur famille, se soutiennent mutuellement et cherchent des moyens de reconstruire leur vie. Leur force n'est pas abstraite : elle se manifeste dans leur persévérance, leur solidarité et leur détermination à créer un avenir meilleur pour leurs enfants.

Ce que j'ai appris au cours de mes décennies de travail, c'est que les opportunités économiques ne suffisent pas à elles seules. Ce qui transforme véritablement les vies, c'est une combinaison d'accès, de protection, de solidarité et de reconnaissance. Lorsque les femmes ont la possibilité d'apprendre, de créer, de nouer des liens et de se soutenir mutuellement, elles commencent à reprendre le contrôle de leur vie. La solidarité entre femmes ouvre des portes que les systèmes gardent souvent fermées.



La création de centres communautaires où les femmes réfugiées et migrantes ne sont pas seulement des bénéficiaires, mais aussi des leaders actives, transforme complètement le discours sur le déplacement. Lorsque les femmes s'organisent, s'engagent dans le bénévolat et assument des rôles de personnel de santé communautaire, de travailleuses sociales, d'aidantes et d'éducatrices, quelque chose de puissant se produit : la vulnérabilité se transforme en capacité d'agir. Ces espaces deviennent plus que des centres de services : ils deviennent des plateformes pour la dignité, l'apprentissage et la force collective.

Grâce à des programmes éducatifs destinés aux enfants et aux femmes elles-mêmes, les communautés commencent à se reconstruire de l'intérieur. Les femmes acquièrent de la confiance, des compétences et un nouveau sens à leur vie. Elles se soutiennent mutuellement, partagent leurs connaissances et créent des réseaux de protection informels qui renforcent l'ensemble de la communauté. Ce qui peut commencer par du bénévolat se transforme souvent en leadership, en esprit entrepreneurial et en contribution sociale à long terme.

J'ai pu constater à quel point ces femmes sont compétentes lorsqu'on leur donne ne serait-ce qu'une petite chance. Leur patience, leur résilience et leurs beaux sourires, même face à l'adversité, continuent de m'inspirer profondément. Elles me rappellent pourquoi j'ai consacré plus de 25 ans à travailler dans le domaine de l'aide aux personnes migrantes et réfugiées. Ces femmes n'attendent pas d'être sauvées ; elles sont prêtes à construire, à diriger et à transformer leurs communautés lorsqu'on leur en donne la possibilité.

Le fait d'être déplacée rend vulnérable, mais n'efface pas le potentiel. Les femmes réfugiées et migrantes ne se définissent pas uniquement par les épreuves qu'elles traversent ; elles se définissent aussi par leur résilience, leur créativité et leur leadership lorsqu'on leur en donne l'occasion.

La situation peut être éprouvante pour les femmes, mais dans cette pression leur force continue de grandir. Notre responsabilité est de veiller à ce que les opportunités grandissent avec elles.

BIPOC: TEXTE LU LORS DE LA PLÉNIÈRE FINALE

1. Aujourd'hui, on s'est organisés en non-mixité bipoc*, environ une 20aine de personnes. Au dernier moment, désolé·e·s pour les personnes qui auraient voulu être là mais ne pouvaient pas. Nous partageons les conclusions collectives de cette rencontre

2. On s'est réunit pour parler des dynamiques de pouvoir au sein du monde militant -> discussion sur des cas spécifiques, soulève des enjeux plus larges

Dynamiques de pouvoir, englobent relations sexo-affectives, consenties ou non où les écarts et les rapports de pouvoir sont invisibilisés et niés entre les personnes blanches bénévoles et les personnes en processus de migration-> exotisation, dépendance matérielle et administrative, inégalités de genre et raciales

3. TSC, parle des violences d'état mais pas possible de regarder les violences dans nos propres milieux militants-> hypocrisie

Par exemple, à l'Atelier white saviour -> que les bipocs ont parlé et ont dû encore faire des efforts de pédagogie. Ceci est un travail peu reconnu et épuisant et c'est maintenant aux blancs de le prendre en charge. Rappelez-vous que Ne pas envahir l'espace ne signifie pas se taire

4. la Non-mixité racisée nous a permis d'identifier ces dynamiques et de voir qu'elles existent partout. Cette réunion en non-mixité nous a permis de voir que ces espaces sont nécessaires au sein du TSC

5. Aujourd'hui nous demandons pas des solutions mais des engagements concrets, et prise en compte de notre intervention dans la prochaine organisation du TSC. On ne vous demande pas de l'aide, on vous veut que vous reconnaissiez les problèmes soulevés et que vous vous en saisissiez. Concrètement, on vous incite à penser et mettre en forme des solutions/pistes de solutions, que vous pourrez nous exposer lors du prochain TSC

* BIPOC : acronyme signifiant « Black, indigenous and people of color » (Noir·e·s, indigènes et personnes racisées)

LES PERSONNES LGBTI+ RÉFUGIÉES : DES LUTTES CROISÉES AU-DELÀ DES FRONTIÈRES



Lors du TSC III, l'association HEVI LGBTI+ a apporté une perspective de terrain, portée par des personnes réfugiées, à quatre ateliers interconnectés sur les thèmes des routes de la solidarité, des luttes régionales au-delà de l'UE, de la résistance féministe et LGBTIQ+, et des pratiques décoloniales et antiracistes. Au cours de ces ateliers, nous n'avons pas seulement partagé nos expériences et ce que nous avons vécu ; nous avons également confronté les limites, les tensions et les possibilités de nos solidarités.

Ces ateliers ont réuni des organisations LGBTI+ et féministes, des groupes dirigés par des personnes réfugiées, ainsi que des militant·es queer réfugié·es et né·es en Europe. Une chose est rapidement apparue comme évidente au cours de ces sessions : **la migration n'est jamais indépendante du genre, de l'identité de genre ou de l'orientation sexuelle**. Si le déplacement constitue déjà en soi une rupture personnelle profonde, les femmes et les personnes LGBTQIA+ vivent ce processus différemment des hommes cisgenres ; cette différence se manifeste par une précarité économique accrue, des violences sexuelles, la négligence de l'État, l'exclusion médicale et le contrôle patriarcal sur leur corps.

L'une des tensions majeures qui est apparue concernait la persistance du patriarcat au-delà des frontières. Des participant·es issu·es de différents contextes européens ont partagé des expériences qui faisaient fortement écho aux réalités auxquelles nous sommes confronté·es dans notre travail de terrain quotidien : rhétorique politique anti-LGBTI+, débats autour de la criminalisation, violences dans les centres de rétention, « tests de crédibilité » concernant l'identité queer et instrumentalisation des « valeurs familiales ». Même dans des contextes qualifiés de progressistes, les réfugié·es queer restent souvent soumis·es à des conditions, passibles d'expulsion et structurellement jetables. Les discussions ont remis en cause l'idée selon laquelle la géographie garantissait la sécurité : les frontières changent, et le contrôle patriarcal s'adapte en conséquence.

La question du « **sauveurisme blanc** » a également été abordée de front. Cela n'a pas été fait sous forme d'accusation, mais comme une nécessaire réflexion sur soi. Ensemble, nous avons examiné comment les espaces de solidarité peuvent, sans le vouloir, reproduire des hiérarchies en positionnant les personnes LGBTI+ réfugiées comme des « bénéficiaires » plutôt que comme des acteur·ices politiques façonnant la stratégie collective. D'après notre expérience de terrain, nous savons que les organisations travaillant directement avec les personnes en déplacement possèdent un type de savoir que les cadres politiques ne parviennent souvent pas à saisir. Les structures dirigées par des réfugié·es ne se contentent pas de réagir aux crises ; elles les gèrent en temps réel et anticipent leurs conséquences.

Lors des discussions concernant les soins de santé pour les personnes trans, l'accès aux médicaments contre le VIH et les régimes de déportation, nous avons souligné comment le contrôle de l'État sur les corps s'intensifie à l'intersection de la migration et de l'identité de genre. L'accès restreint aux hormones, les interruptions du traitement contre le VIH dans les centres de détention et les procédures de « retour volontaire » forcées ne sont pas des cas isolés ; ce sont les conséquences structurelles d'une gouvernance hétérosexiste et nationaliste. Lorsque l'accès aux soins de santé ou à la sécurité dépend du statut juridique, **l'autonomie corporelle elle-même se transforme en une question frontalière**.

La prise de conscience la plus forte qui s'est dégagée de ces sessions est peut-être la suivante : l'hostilité envers les personnes LGBTI+ ne s'arrête pas aux frontières nationales. Les participant·es ont évoqué la surveillance, les politiques de protection conditionnelle et les systèmes de priorisation qui continuent d'exclure les réfugié·es queer à travers l'Europe. Changer de pays ne suffit pas à démanteler automatiquement le patriarcat. Cette prise de conscience commune a permis de jeter les bases d'une solidarité plus authentique, une solidarité qui évolue des « récits de sauvetage » vers une responsabilité partagée.

Parallèlement, les conversations informelles qui ont suivi les ateliers – des militant-es échangeant leurs coordonnées, discutant de collaborations à long terme et exprimant un soutien concret aux initiatives menées par des personnes réfugiées – nous ont rappelé que la solidarité n'est pas théorique. La solidarité est relationnelle, continue et fondée sur la confiance. Ces ateliers ont marqué le tout début de ce processus. Les voies de solidarité que nous nous efforçons de construire, le soutien mutuel et les discussions que nous avons eues ont démontré que la lutte n'est pas un débat théorique, mais une réalité qui touche à la vie elle-même.

Ce que nous, HEVI LGBTI+, nous efforçons de mettre en lumière, c'est le continuum de violence auquel sont confrontées les personnes LGBTI+ réfugiées : la violence subie à leur arrivée, pendant les longues périodes d'incertitude juridique, et lorsqu'elles doivent composer avec des régimes frontaliers de plus en plus militarisés. Beaucoup perçoivent l'Europe comme le seul horizon viable de sécurité ; pourtant, les systèmes de protection à travers le continent fonctionnent eux aussi selon des mécanismes de hiérarchisation, de suspicion et d'exclusion. Par conséquent, la question qui se pose à nous n'est pas de savoir où se trouve la sécurité, mais comment celle-ci est construite collectivement et qui détient le droit de la définir.

Dans la perspective du TSC IV en 2028, nous considérons le camp non seulement comme un espace de réflexion, mais aussi comme un terrain potentiel de coordination.

- Comment les organisations dirigées par des personnes réfugiées peuvent-elles passer du statut de participantes à celui de leaders au sein des réseaux transnationaux ?
- Comment lutter contre les inégalités de ressources sans reproduire les dynamiques de dépendance ?
- Pouvons-nous mettre en place des mécanismes d'intervention transfrontaliers rapides pour les femmes trans, les travailleur-euses du sexe et les personnes vivant avec le VIH qui risquent la détention ou l'expulsion ?

Pour relier les luttes entre elles, il ne suffit pas d'un simple recoupement thématique. Il faut une responsabilité partagée. Cela signifie reconnaître que le féminisme sans les migrant-es et les réfugié-es est incomplet ; que la politique queer sans antiracisme est fragile ; et que les mouvements no-border doivent placer l'autonomie corporelle au centre de leurs préoccupations. Pour de nombreuses personnes réfugiées queer, la survie n'est pas un droit garanti par les États, mais un processus négocié quotidiennement par elles-mêmes. La survie ne devrait pas dépendre de la géographie ; elle devrait dépendre de la solidarité.

Notre tâche à venir consiste non seulement à réfléchir, mais aussi à coordonner ; à transformer les connaissances issues des personnes réfugiées en une résistance responsable au niveau transnational.



ENTRE FUITE DU CONTRÔLE ET RÉINVENTION DE SOI : RÉFLEXIONS TRANSFRONTALIÈRES À PARTIR DES EX- PÉRIENCES DE FEMMES AU TSC

Imane Echchikhi

Le Transborder Summer Camp a réuni des personnes issues d'horizons multiples — des contextes, des territoires et des luttes aussi divers que vivants. Parmi elles, de nombreuses femmes participaient pour la première fois à un espace transfrontalier de réflexion politique. Pour certaines, le simple fait d'être là relevait déjà d'un acte de rupture. Un pas vers l'émancipation, vers la sortie de formes de contrôle imposées par des figures masculines — qu'elles soient familiales, sociales, institutionnelles, ou même issues de certains milieux militants.

Cette décision de venir s'est souvent accompagnée d'une méfiance. Une méfiance légitime, forgée par des expériences de surveillance, de silenciation ou de remise en cause de leur autonomie. Pour certaines, rejoindre le camp nécessitait même de le cacher à leur entourage, de peur d'être empêchées. Comme l'a exprimé l'une d'entre elles :

« Je suis venue sans en parler à ma famille ni à ma communauté. Si je leur avais dit, je n'aurais pas pu venir. Ici, je peux respirer, me penser autrement et essayer de définir qui je suis. »

Dans cet espace, beaucoup voyaient un espoir : celui d'évoluer dans un lieu différent, où les frontières — au sens géographique, mais aussi symbolique — pourraient être remises en question. Où les corps et les voix des femmes pourraient exister librement, sans devoir se justifier. Pour certaines, ce n'était pas seulement une démarche solidaire pour la liberté de circulation des autres, mais un moment de bascule personnel : se voir autrement, redéfinir son identité, vivre une forme de liberté, et rêver de transformer — même modestement — sa propre communauté.



Mais au fil des échanges, une tension est apparue. Après avoir fui un premier cadre de contrôle, certaines ont senti la présence d'un autre type de régulation, plus diffus, parfois justifié par les exigences d'organisation ou de sécurité. Cette prise de conscience a mis en lumière une contradiction profonde : même dans des espaces qui se veulent alternatifs et émancipateurs, les rapports de pouvoir peuvent se rejouer, autrement.

Les cercles de parole entre femmes ont alors joué un rôle essentiel. Ils ont permis de verbaliser ces inconforts, de découvrir qu'ils étaient partagés, et surtout de comprendre que ce malaise n'était pas individuel, mais structurel. Ces discussions ont transformé la méfiance en une lecture politique collective : le transborder ne supprime pas les dominations — il peut aussi les exposer.

Ce constat a été l'un des apprentissages majeurs du camp. Il pousse à formuler des questions difficiles :

- **Comment créer des espaces réellement sûrs, sans reproduire les logiques d'exclusion ou de contrôle ?**
- **Comment articuler soin, sécurité et autonomie, sans tomber dans l'infantilisation ou la surveillance ?**
- **Comment penser le transfrontalier, non seulement comme déplacement physique, mais comme transformation de nos manières d'agir et de militer ?**

Ces questions restent ouvertes. Elles dessinent à la fois une limite et une boussole. Le TSC nous a montré que la lutte contre les frontières visibles doit aller de pair avec une vigilance permanente face à celles, invisibles, que nous risquons de reproduire.

Malgré ces tensions, le camp a aussi été un espace d'espoir. Des solidarités ont vu le jour. Des paroles ont circulé. Des silences ont été respectés. Des conflits ont été nommés. Autant de gestes qui ont permis d'imaginer d'autres façons d'être ensemble — imparfaites, certes, mais sincères.

Imaginer un Transborder Summer Camp IV en 2028, c'est espérer un espace plus attentif aux dynamiques de pouvoir, plus à l'écoute des vécus, et plus exigeant envers lui-même. Mais surtout, c'est parier sur la possibilité de faire vivre ces réflexions au-delà du camp, dans nos textes, nos collectifs, nos choix quotidiens.

Car le transborder, ce n'est pas un état figé. C'est un processus — fragile, exigeant, mais indispensable — si nous voulons que nos lieux de lutte ne deviennent pas, à leur tour, des frontières à franchir.

FORMES DE RÉSISTANCE ACTUELLES FACE AUX RÉGIMES D'EXPULSION

Au cours de cet atelier, nous avons examiné le fonctionnement du régime global d'expulsion et discuté des différentes façons de résister aux expulsions. Notre objectif principal était de mettre en relation différents collectifs politiques et militants qui luttent contre la violence étatique et le racisme. Nous sommes parti-es du principe que, à mesure que la collaboration entre les gouvernements, les entreprises et autres profiteurs des frontières dans l'organisation des expulsions prend de l'ampleur, il devient de plus en plus nécessaire de mettre en place un contrepoids internationaliste.

Après une introduction générale axée sur l'histoire des luttes passées et actuelles contre les déportations, nous nous sommes réparti·es en trois groupes de travail :

- 1. Résister aux structures qui permettent les déportations**
- 2. Résister aux déportations en cours**
- 3. Soutenir les migrant·es après leur déportation**

Les différents groupes de travail ont soulevé et discuté plusieurs questions clés : Comment pouvons-nous mettre l'accent sur les expériences et les perspectives des personnes les plus touchées par les luttes actuelles contre les déportations ? Quelles sont les différentes stratégies et tactiques pour résister à la déportation ? Qu'est-ce qui a fonctionné dans le passé, et comment ces stratégies et tactiques doivent-elles être repensées à la lumière de l'évolution de la situation politique ? Comment pouvons-nous recueillir des informations sur l'évolution du régime de déportation et identifier les lieux où intervenir concrètement (bureaux d'immigration, centres de détention, aéroports, etc.) ? Comment pouvons-nous garantir un processus de retour digne, si cela est possible, et quels sont les défis actuels pour y parvenir ? Comment pouvons-nous mieux nous organiser entre les groupes dans les pays d'accueil des personnes déportées, et entre ces groupes et ceux des pays qui procèdent aux déportations ?

Un point qui est ressorti comme central dans toutes nos discussions est la nécessité permanente de produire des récits critiques et de la documentation sur les déportations afin de politiser à nouveau le processus. Cela implique de rompre avec la logique des programmes dits de « retour volontaire », qui reviennent en fait à des déportations déguisées. Cela signifie également contrer un discours de plus en plus raciste qui se réjouit de l'augmentation du nombre de déportations.



Le fait que nous ayons réussi à réunir des groupes politiques issus de nombreux pays et régions différentes a sans doute été le résultat le plus important de notre atelier. Étaient présent·es à l'atelier des militant·es de la Coordination 75 des Sans Papiers (CSP 75), de l'Association Malienne des Expulsés (AME), du Réseau des Actions et Alertes Transnationales (RAAT), du Deportation Watch Network, de MiGreat, de Getting the Voice Out, du Deportation Emergency Phone, d'Afrique Europe Interact, ainsi que de nombreux·ses autres activistes et groupes qui ont partagé leurs expériences au cours de la discussion.

S'il y a une chose que nous avons apprise durant l'atelier, c'est que partout où il y a des déportations, il y a de la résistance. Pourtant, nous avons constaté que cette résistance est souvent dispersée et fragmentée. L'un des principaux défis pour l'avenir consiste à trouver de meilleurs moyens de relier nos différents groupes politiques et nos différentes luttes, en particulier dans les contextes de déportation et d'après-déportation. Cela nécessite la mise en place d'infrastructures durables et efficaces qui permettent l'apprentissage mutuel, l'échange de connaissances et l'organisation politique conjointe. Nous sommes encore aux prémices de la réflexion sur ce à quoi pourrait ressembler une telle infrastructure (au-delà de la d'encore des groupes Signal). Pour cela, nous avons besoin de plus d'espaces pour mener des discussions ciblées et planifier collectivement. Notre réunion au TSC l'été dernier a constitué une étape importante dans cette direction.

<https://de.deportationwatch.net/>

ANTI-DETENTION

COMMENT SABOTER LE RÉGIME DE DÉPORTATION ?

Nous vivons une conjoncture marquée par la normalisation de la guerre, les dérives autoritaires et la radicalisation des politiques migratoires. Sur tous les continents, les déportations, les refoulements et la rétention administrative sont monnaie courante. Des opérations de l'ICE aux États-Unis au pacte entre l'Italie et l'Albanie, la détention n'est plus une mesure marginale, mais un outil central permettant de réguler la mobilité par le confinement et l'expulsion.

En Europe, le nouveau Pacte sur la migration et l'asile ainsi que la réforme de la directive « retour » étendent la détention, accélèrent les procédures aux frontières et facilitent les expulsions, ouvrant la voie à des expulsions massives banalisées et à un enfermement sous-traité. Dans le même temps, les centres de détention ne sont pas seulement des lieux d'enfermement. Ce sont aussi des lieux de résistance. Dans différents pays, les personnes détenues continuent d'organiser des grèves de la faim, des manifestations collectives, des recours juridiques et des actes de refus contre la déportation. À l'extérieur, des réseaux radicaux de solidarité, des collectifs anti-détention, des groupes de soutien juridique et des organisations locales s'efforcent d'amplifier ces voix, de perturber les expulsions, de documenter les abus et de contester la légitimité des régimes de détention.

L'atelier a permis de croiser les expériences de la Tunisie, de la Turquie, de l'Italie, de l'Albanie, de l'Allemagne, de la Suisse, du Royaume-Uni et de la France, mettant en évidence des logiques convergentes de criminalisation et d'externalisation. Le défi principal est apparu clairement : comment transformer des luttes locales fragmentées en une force transnationale capable de s'opposer à un système qui transcende les frontières.

Network Against Migrant Detention

IG: <https://www.instagram.com/networkagainstmigrantdetention/>

Mail: againstmigrantdetention@gmail.com



ATELIER SUR LA CRIMINALISATION DE L'AIDE À LA LIBRE CIRCULATION

Nous assistons à une criminalisation croissante de la migration, sur différentes routes et sous différentes formes : de nouveaux camps, de plus en plus fermés et militarisés, détiennent les personnes en déplacement ; le nouveau pacte qui doit être mis en œuvre cette année au sein de l'Union Européenne vise à renforcer les différentes formes de contrôle et de surveillance exercées sur les personnes en déplacement ; et, bien sûr, nous constatons une escalade constante des incarcérations de personnes en déplacement, le cadre juridique étant transformé en une arme contre les migrant-es.

Le phénomène de la criminalisation et de l'incarcération s'est durci au cours des trois dernières années. On constate un durcissement des peines (au Maroc, la prison à perpétuité est prononcée, en Grèce, la loi prévoit également la prison à vie, ce qui signifie en pratique une peine de 20 à 25 ans) et une systématisation de la détention provisoire et des poursuites pénales. Cependant, de nombreuses résistances se sont manifestées dans différents pays et régions. Afin de mieux se connecter, interagir et se soutenir mutuellement dans leurs luttes respectives, le Captain Support Network a été créé, avec pour point de départ le premier Transborder Summer Camp en 2019. Il s'appuie sur des années de luttes et les actions concrètes menées dans différentes régions et par différent-es acteur-ices. Cette initiative visait à renforcer la coordination et à travers ça, la résistance contre la criminalisation, qui peut prendre différentes formes mais repose sur la même logique de contrôle migratoire punitif et racialisé.

En 2019, il y a eu des grandes campagnes, réussies et significatives, pour des solidaires majoritairement blanc-hes – et leur criminalisation. Cependant, le phénomène bien plus vaste de la criminalisation des personnes en déplacement elles-mêmes et de leur incarcération massive a été occulté. Nous en sommes aujourd'hui plus que jamais convaincu-es : ces deux aspects s'inscrivent dans la même stratégie et doivent être abordés et réfléchis ensemble. Depuis lors, de nombreuses campagnes ont été lancées et les perspectives transrégionales ont été considérablement renforcées autour d'elles. Les exemples de campagnes fortes se multiplient : Free Homyoun, Free Ibrahima Ba, 50 out of many, Free Elhiblu 3, Pylos 9, le Patrones Project et tant d'autres. Il était et reste inspirant de voir comment des individu-es et des organisations luttent sans relâche contre la criminalisation toujours plus intense des personnes en déplacement. Et comment cela a remarquablement influencé le débat public et mis en lumière ce sujet.

La lutte quotidienne menée en soutien aux et entre les personnes criminalisées par les régimes répressifs des États est forte et s'amplifie. Cela a également constitué un élément important de nos échanges au TSC : la force de la résistance, tout comme celle de la violence d'État, y ont été présentées et illustrées. Plusieurs camarades ont décrit leurs formes de résistance dans leurs propres contextes :

Un camarade sénégalais a fait le point sur la situation au Sénégal et au Maroc, où de plus en plus de personnes sont emprisonnées pour avoir tenté de quitter le pays. Pour des raisons similaires à celles observées ailleurs : parce qu'elles sont accusées d'avoir piloté un bateau, d'avoir apporté leur aide pendant le voyage, ou même parce que des familles sont poursuivies en justice pour avoir contribué financièrement au voyage de leurs proches. De:criminalize a fait le point sur ses actions en Grèce et aux Canaries ; 50 out of Many a expliqué ses efforts inlassables pour lutter contre la criminalisation des jeunes migrant-es soudanais-es en Grèce ; Captain Support UK et France ont fait le point sur leur contexte et leurs défis respectifs. Un camarade du Niger nous a parlé de la situation en Mauritanie, au Mali et au Niger, rappelant la vague d'expulsions, parfois après une période de détention, que subissent de nombreuses personnes, qui se retrouvent finalement abandonnées dans le désert sahélien. Bien que des efforts aient été faits pour ouvrir l'espace à autant d'interventions que possible, nous avons manqué l'occasion d'entendre parler de contextes et de luttes du Sud qui sont souvent absents ou sous-représentés, comme la Gambie. Et de nombreuses voix du Sud étaient malheureusement absentes en raison du régime de visas raciste et excluant.



Dans ce contexte, nous avons également pris conscience des limites qui subsistent et auxquelles nos réseaux et nos groupes doivent s'attaquer. Fort-es de nos expériences respectives au Maroc, au Sénégal, en France, en Suisse, en Grèce, en Italie, en Espagne, en Mauritanie, en Tunisie et dans de nombreux autres pays, nous avons identifié deux obstacles que nous rencontrons fréquemment dans nos activités quotidiennes et dans notre travail en réseau contre la criminalisation de la migration – et pour lesquels nous estimons qu'il est nécessaire de mener des efforts collectifs afin de les surmonter.

Le premier obstacle concerne la participation encore trop limitée des camarades et des ami-es du Sud aux campagnes, ainsi que l'invisibilisation du phénomène de criminalisation dans le Sud, mais aussi de leurs points de vue et de leurs connaissances. Souvent, les campagnes ciblent les régimes européens et leurs externalisations (à juste titre), mais elles ne parviennent pas à reconnaître ni à remettre en cause la volonté des États du Sud de maintenir sous leur joug leur propre population, ainsi que les personnes en déplacement qui vivent ou transitent par leur pays.

Le deuxième obstacle concerne l'accès aux financements, tant en Europe qu'en Afrique, ainsi que les inégalités qui caractérisent leur réalité et leur répartition. Globalement, nous avons choisi d'axer cette édition de l'atelier au TSC sur la nécessité de renforcer et de créer de nouvelles solidarités entre les continents, ainsi que des sororités/adelphités décoloniales.

Dans cette optique, l'une des principales revendications concernait la nécessité de collecter davantage de fonds en Europe afin de soutenir ceux d'entre nous qui vivent dans les pays du Sud. L'argent, malheureusement, reste l'un des symboles des inégalités et des hiérarchies présentes dans diverses luttes – y compris la lutte contre la criminalisation (entre autres). Les difficultés ont été évoquées tant pour lever que pour recevoir des fonds dans des contextes de plus en plus oppressifs (par exemple en Tunisie, au Sénégal, au Maroc, en Algérie...) ainsi que la nécessité de trouver d'autres voies pour l'argent. Il s'agit d'une lutte contre la bureaucratie au sein des structures de financements européennes et des États européens. Cela a ouvert une réflexion importante sur la manière de lever des fonds et de créer nos propres voies de redistribution en dehors du contrôle des États – des discussions qui ont eu un suivi concret dans les mois qui ont suivi le TSC et auxquelles nous essayons de répondre par différents moyens.

Nous en sommes convaincu-es : l'atelier et les échanges qui ont suivi ont été fructueux et encourageants. Alors qu'il y a souvent de nouveaux ponts décoloniaux à créer à travers toutes nos résistances, cette rencontre a également élargi nos perspectives et mis en lumière nos propres contradictions et la nécessité de les apprivoiser.

MIGRATION ET LUTTES AU TRAVAIL

La migration apparaît comme une force inarrêtable. Ces dernières années, les discours enflammés sur la nécessité de freiner les flux migratoires ont occupé le devant de la scène politique. Parallèlement, l'ampleur des violences aux frontières que les États sont prêts à infliger aux migrant-es semble avoir atteint un niveau sans précédent. Le nombre de détentions, d'expulsions, de rafles, de refoulements et autres semble avoir explosé, et ce phénomène ne semble pas être attribuable à une région particulière du monde. Et pourtant, les gens continuent de se déplacer. Les flux migratoires à travers le monde ne semblent pas être découragés par la montée du racisme et de la violence. En réalité, ce n'est pas là la fonction des frontières contemporaines.

Plutôt que de constituer des obstacles au passage des personnes, les frontières déterminent les conditions de ce passage. Elles attribuent des droits. Et surtout, elles attribuent le droit de travailler légalement, facilitant ainsi l'exploitation de celles qui sont contrain-t-es de le faire illégalement. Prenons l'exemple des expulsions. Aucun pays au monde ne procède à un nombre d'expulsions qui soit même comparable au nombre de migrant-es en situation irrégulière sur son territoire. Bien qu'elles soient présentées comme la solution à une immigration supposée excessive, les expulsions ne sont tout simplement pas généralisables à l'échelle d'un territoire. Mais cela ne signifie pas qu'elles sont inutiles. Les expulsions touchent bien plus de personnes que celles qui sont effectivement expulsées. Il ne s'agit pas tant de savoir qui est expulsé-e, mais qui reste susceptible de l'être. Les personnes qui vivent dans la crainte d'être placées en détention et expulsées se syndiquent moins, revendiquent moins leurs droits, ont moins recours aux services publics. L'expulsabilité agit ainsi comme un mécanisme disciplinaire qui rend la main-d'œuvre migrante plus facilement exploitable. En réalité, les restrictions à la liberté de circulation ne restreignent pas la circulation. Elles restreignent la liberté.

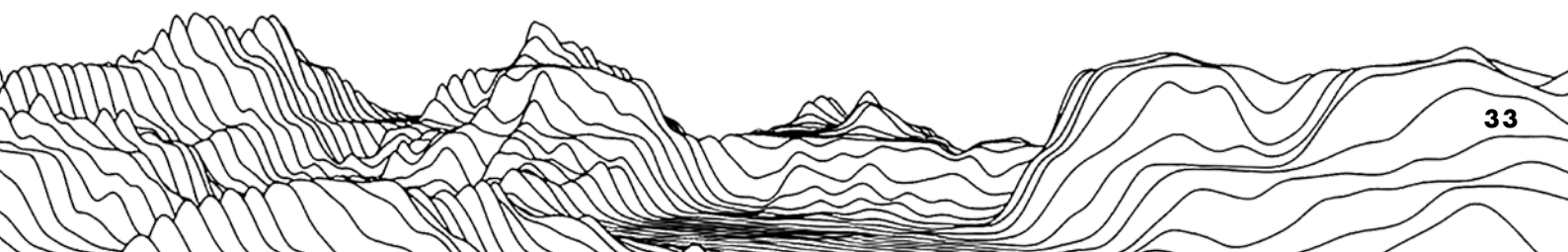
Pour ces raisons, il existe un lien indissoluble entre migration et luttes sociales. Il est impossible de comprendre pleinement l'une sans aborder également l'autre. La question de la migration n'a jamais porté sur qui a le droit d'entrer sur le territoire national, mais sur comment cela est organisé. Les gens migrent. La lutte politique porte sur la manière dont iels le font : en tant que criminel·les facilement exploitables, ou en tant qu'égaux·ales.

Les personnes en situation dite « irrégulière » sont particulièrement surreprésentées dans le secteur des emplois à bas salaire. Ce sont précisément ces emplois précaires et mal rémunérés vers lesquels les personnes migrantes sont contraintes de se tourner en raison du déni systématique de leurs droits dans le cadre de la politique européenne des frontières. La plupart des sites d'Amazon emploient majoritairement des personnes ayant récemment immigré. La construction, les soins infirmiers, la production alimentaire, la logistique et les services de livraison sont autant de secteurs dans lesquels travaille un nombre disproportionné de personnes au statut de séjour incertain, où la menace d'expulsion et le déni systématique de droits favorisent les bas salaires et la surexploitation. En même temps, ce sont ces professions qui permettent à la vie quotidienne en Europe de continuer à fonctionner. Et de ce point de vue, le nœud inextricable qui relie migration et luttes sociales recèle également un pouvoir énorme. Si le hub DHL de Leipzig est paralysé pendant une journée, des centaines de milliers de colis n'atteindront pas leur destination ; si les centres de distribution d'Amazon se mettent en grève, Amazon perdra des millions. Des grèves bien organisées et combatives, comme celles de CFM Berlin et de DHL Leipzig, démontrent comment la solidarité dans les conflits sociaux collectifs peut surmonter les divisions raciales. Au cours d'une grève et d'une occupation de 36 mois menée par des travailleuses sans papiers chez Chronopost à Alfortville, qui luttait contre l'exploitation, le travail au noir et pour leur régularisation, le groupe La Poste a été reconnu coupable d'avoir manqué à son devoir de diligence vis-à-vis de ses sous-traitants. Une trentaine de grévistes sur plus de 200 ont finalement obtenu un titre de séjour, tandis que de nombreux autres ont reçu des Obligations de Quitter le Territoire Français (OQTF). Les luttes des travailleuses migrant-es constituent un bras de fer autour de l'exploitabilité, sur laquelle repose le régime frontalier européen. Ceci, tout comme l'occupation de chantiers par des centaines de sans-papiers lors des Jeux olympiques de 2023 à Paris pour réclamer des papiers et de meilleures conditions de travail, montre qu'il est possible de construire un contre-pouvoir par le biais de grèves afin de contester l'exploitation extrême du régime frontalier européen. Et que la masse et l'organisation des travailleuses font ici toute la différence.



S'engager dans une organisation fondée sur la structuration de mouvements sociaux peut nous aider à mieux comprendre comment construire des majorités afin de remporter ces luttes syndicales et de lutter pour les droits fondamentaux. En tant que militant-es pour la liberté de circulation, nous devrions nous former à mieux identifier les luttes au travail gagnables.

Face à ce défi, comment pouvons-nous, en tant qu'organisations participantes au TSC contribuer à faire triompher ces luttes alors que nous sommes dispersé-es sur tout le territoire européen et au-delà ? Comment pouvons-nous nous soutenir mutuellement à distance ? Comment transformer cette fragmentation géographique en opportunité plutôt qu'en obstacle à notre action ? Telles sont quelques-unes des questions que nous avons tenté d'aborder lors de l'atelier sur les luttes des travailleur-euses migrant-es organisé au TSC. Différentes approches ont été développées au sein des trois sous-groupes de l'atelier. Guidés par les personnes impliquées dans les luttes susmentionnées (Chronopost, Jeux Olympiques et Lieferando), nous avons imaginé comment notre réseau transnational pourrait être un allié dans les futures luttes au travail.



Au cours des séances de réflexion en sous-groupes, de nombreuses questions et idées originales ont émergé : pourquoi ne pas nous concentrer davantage sur la mobilisation des camarades qui travaillent pour la même entreprise mais dans des pays différents (en retournant contre elles ce qui rend habituellement les multinationales difficiles à attaquer : leur caractère international) ? Que pouvons-nous faire pour ruiner la réputation d'une multinationale exploiteuse dans un autre pays ? D'autres idées ont été avancées : relayer les luttes menées dans les pays voisins via tous les canaux de communication et les réseaux sociaux ; apporter un soutien financier et matériel aux grèves de nos camarades en relançant, par exemple, des fonds de soutien internationaux ; inonder le standard téléphonique ou les boîtes mail des entreprises exploiteuses (toutes les tactiques de ce type pouvant être mises en œuvre à distance) ; et bien d'autres encore. Au-delà de ces stratégies spécifiques, un souhait commun s'est dégagé : développer et entretenir ce réseau transnational autour des luttes des travailleur·euses migrant·es, afin de réfléchir ensemble, de manière stratégique, à la manière de remporter nos combats contre la (sur)exploitation capitaliste et pour des droits fondamentaux et égaux pour toustes. À l'issue de l'atelier, nous avons décidé d'une première étape dans cette direction : suivre une formation à l'organisation structurée de mouvements sociaux au cours des derniers mois de 2025. Dix participant·es de l'atelier se sont inscrit·es à la formation en ligne multilingue « Organizing For Power ».

« Organizing for Power » est une formation axée sur les compétences, fondée sur l'idée que pour obtenir les changements dont nous avons besoin, nous devons construire des majorités et donc améliorer considérablement notre capacité à dialoguer et à nous organiser avec des personnes qui ne partagent pas encore notre point de vue. Au sein de notre groupe de participant·es, nous avons essayé d'appliquer les scénarios proposés aux luttes des travailleurs·ses migrant·es. Nous nous sommes entraîné·es à mieux comprendre quelles personnes sont capables de persuader les autres et comment les identifier. Nous avons réfléchi au langage que nous utilisons, aux obstacles qu'il peut créer, et au fait que la participation active de chaque travailleur·se, y compris sur le plan linguistique, est la clé du succès. Nous nous sommes entraîné·es à mener des entretiens structurés en six étapes, notamment pour apprendre à rallier à notre cause des personnes qui ne sont pas encore convaincues par nos idées. Pour nous, les participant·es, cela a constitué un premier pas vers une réflexion commune sur les luttes au travail et les luttes pour le droit de rester ou l'égalité des droits pour toustes, ainsi qu'un premier échange concret. Cependant, nous sommes également conscient·es qu'il nous reste encore beaucoup de chemin à parcourir et que nous devons réfléchir davantage à l'interconnexion de ces luttes à l'avenir, ainsi que lors du prochain TSC, afin de construire véritablement un contre-pouvoir face au régime frontalier européen. La constitution de majorités par le biais d'une organisation structurée doit en être un élément essentiel.

Un des contacts qui travaille au sujet des luttes au travail des personnes migrantes, présent au TSC III :
info@humansbeforeborders.org
Instagram: @humansbeforeborders
<https://www.humansbeforeborders.org>



Une mobilisation collective stratégique peut-elle constituer une solution pour surmonter l'impossibilité juridique de régulariser les personnes sans papiers en Europe ?

Les processus de régularisation deviennent généralement plus difficiles dans tous les pays européens. Les conditions permettant aux individus « d'obtenir des papiers » sont de plus en plus restrictives. Pour la plupart des « personnes sans papiers », ou plutôt « des personnes que l'Europe considère comme n'ayant pas les bons papiers », cela reste la seule chance d'obtenir légalement un statut officiel en Europe et d'accéder à des droits dont les personnes sans papiers sont privées (droit de voyager, de travailler, de bénéficier d'une aide sociale, d'avoir un logement, etc.). Depuis les années 1990 jusqu'à aujourd'hui, partout, les régularisations sont restrictives en termes de critères et chaotiques dans leur mise en œuvre. Il ne s'agit pas d'un dysfonctionnement ; c'est le résultat prévisible d'un régime qui lie l'existence légale au cautionnement de l'employeur et à la reconnaissance discrétionnaire de l'État.

Mobilisation collective

Pour contrer cette exclusion juridique individuelle des éventuels processus de régularisation, certaines réponses ont été trouvées dans la mobilisation collective. Au niveau local, régional ou national, les gens se sont battus par le biais d'actions, de campagnes, de grèves et de pétitions afin de renforcer leur pouvoir et leur influence ou d'inciter l'État à accepter des régularisations collectives. En France, lors des préparatifs des Jeux olympiques de 2024, des grèves menées par des collectifs locaux (collectifs de sans-papiers) sur des chantiers de construction ont abouti à des régularisations collectives. En Espagne, une réforme de la régularisation fait suite à une initiative populaire soutenue par quelque 900 associations, organisations patronales et grands groupes religieux, qui ont exigé la régularisation exceptionnelle de toutes les personnes immigrées sans papiers, au nom de la justice sociale. À la fin de l'année 2022, plus de 700 000 signatures avaient été recueillies. Et après des années de mobilisation collective et de plaidoyer politique, cette initiative nationale (Regularización Ya!) conduira, d'ici juin 2026, à la régularisation de près de 800 000 personnes. Tout cela s'est déroulé dans un cadre commun : la nécessité d'une organisation stratégique.

Organisation stratégique

Lors du Transborder Summer Camp, ces exemples ont été présentés et leurs stratégies discutées. Tout d'abord, il a été reconnu que pour réussir, il faut composer avec toute une série d'acteur·ices. Certain·es sont des ennemi·es, d'autres des alli·es. Nous avons réfléchi, en nous basant sur nos propres contextes, à l'éventail des alli·es avec lesquels il est ou était nécessaire de dialoguer et de s'organiser. Par exemple, les partis politiques et les responsables politiques, les journalistes, les syndicats, habitant·es, les employeur·ses, les avocat·es, doivent être pris·es en compte et peuvent être associé·es d'une manière ou d'une autre. Si l'objectif est de gagner en puissance et d'avoir suffisamment d'influence pour contraindre l'État à répondre à des revendications concrètes, il est nécessaire de travailler avec ces « alli·es ». Même si certains d'entre eux peuvent parfois être considéré·es comme des adversaires, les acteur·ices ayant obtenu une régularisation collective ont montré à quel point il est important d'obtenir ce soutien. Ensuite, diverses actions doivent être envisagées et varient bien sûr en fonction du contexte dans lequel vous opérez. Pour rendre le mouvement puissant et légitime aux yeux des autorités, il est nécessaire de réfléchir et de planifier stratégiquement des actions qui renforcent le pouvoir : grèves, plaidoyer, barrages, occupations, manifestations, pétitions, etc. Il n'y a pas de bonnes ou de mauvaises actions, il y a juste un bon plan pour gagner. La planification des négociations a été considérée comme une autre étape cruciale pour préparer des campagnes et des actions couronnées de succès. Quel serait l'objectif initial ? Y a-t-il quelque chose d'acceptable à perdre pour gagner ? Comment mettre en place des mesures de sécurité pour s'assurer de remporter effectivement un résultat positif ? À partir de quand peut-on parler de réussite ?

Les limites structurelles de la lutte pour la régularisation

Le débat sur les stratégies de régularisation collective risque de reposer sur un postulat implicite : celui selon lequel l'accès à un titre de séjour constituerait, en soi, un objectif politique suffisant. L'expérience de Rete di Solidarietà Vesuviana / Small Axe, active depuis plus d'une décennie dans la région de Naples (Italie), suggère

une conclusion plus dérangeante. La régularisation est souvent nécessaire, parfois urgente, mais structurellement insuffisante. Ses limites ne sont pas fortuites ; elles sont inscrites dans l'architecture juridique et politique du régime migratoire européen. Même lorsqu'elle est obtenue, elle n'assure pas l'égalité en matière de voix politique, de mobilité transfrontalière ou de sécurité de séjour. Il en résulte une légalité stratifiée : en situation régulière, mais expulsable ; inclus-e, mais en situation précaire. Certaines victoires constituent des gains concrets. Elles réduisent les préjudices immédiats et ouvrent un espace permettant aux personnes de vivre avec une plus grande stabilité. Cependant, elles fonctionnent en forçant le système à reconnaître des exceptions (la vulnérabilité), et non en transformant la règle qui rend les personnes expulsables en premier lieu. Lorsque les mouvements obtiennent des mesures de régularisation, il existe un risque de neutralisation politique. Si l'horizon s'arrête à « plus de permis », la division sous-jacente entre citoyen-nes et non-citoyen-nes reste intacte. La lutte devient une négociation sur le nombre d'exceptions autorisées, et non sur la question de savoir si le système fondé sur les exceptions est lui-même juste. Cela ne signifie pas pour autant renoncer aux revendications en faveur de la régularisation. Il s'agit plutôt de les inscrire dans un horizon politique plus large. En Espagne, par exemple, dès que la régularisation exceptionnelle a été accordée, la plateforme « Regularización Ya » a commencé à réclamer l'abrogation de la Ley de Extranjería (loi sur les étrangers), sur laquelle repose l'ensemble du système juridique d'exclusion des ressortissant-es non espagnol-es. La régularisation doit être envisagée comme une étape vers l'égalité des droits, et non comme un objectif final. Les campagnes doivent relier les revendications en matière de statut aux droits du travail, au logement, aux soins de santé et à l'indépendance vis-à-vis des employeur-ses. La coordination transnationale est essentielle : les régimes de mobilité sont européens ; les luttes confinées à l'échelle nationale sont structurellement désavantagées.

Sous cet angle, le rôle de la perspective de la libre circulation ne consiste pas seulement à obtenir des régularisations individuelles et collectives, mais aussi à mettre en lumière ce que ces victoires révèlent : à savoir que les droits sont traités comme des privilèges liés à la nationalité, plutôt que comme des garanties liées à la personne et à la participation sociale. Chaque victoire doit servir à démontrer à la fois la nécessité d'une protection immédiate et le caractère arbitraire des obstacles qui l'ont rendue nécessaire. Lors du dernier TSC, un groupe de discussion a été créé, au sein duquel les personnes continuent d'imaginer des processus de régularisation à l'échelle européenne et d'échanger sur des stratégies collectives.

FINANCER NOTRE MOUVEMENT STRATÉGIES ET ENJEUX POLITIQUES

Bien que nous soyons un mouvement anticapitaliste, presque toutes nos activités militantes nécessitent de l'argent. Certains groupes plus que d'autres. Mais c'est un sujet que l'on évite bien souvent.

Il faut dire que le camp d'été transfrontalier ne serait pas possible sans (beaucoup) d'argent, pour les infrastructures, les frais de déplacement, la nourriture, etc. L'accès à des ressources financières permet à tout le monde de participer, même aux personnes qui n'ont pas d'argent. Cela a toujours été important pour nous. Et il est évident que nous n'avons pas toutes la même capacité à collecter des fonds. Cela dépend entre autres des pays dans lesquels nous vivons, des connaissances et des compétences dont nous disposons, de la forme de nos organisations.

Lors des deux premières éditions du TSC, les finances avaient été organisées et gérées par deux personnes originaires d'Allemagne et de Suisse. Nous avons fait des efforts pour impliquer davantage de personnes, mais aussi pour diversifier les profils et ne pas avoir uniquement des personnes blanches impliquées dans les finances d'un événement antiraciste. Mais jusqu'à présent, nous avons échoué dans cette démarche. En 2025, nous étions quatre personnes impliquées dans le groupe de travail sur les finances, désormais issues également de France et du Royaume-Uni, mais toujours que des personnes blanches.

Afin de partager nos connaissances et dans l'espoir d'inclure davantage de personnes, nous avons proposé un atelier sur les finances lors du TSC III. Nous espérions notamment inclure davantage de groupes auto-organisés du Sud. Plus de personnes que prévu ont participé à l'atelier, mais elles ne représentaient toujours pas la

diversité de nos organisations et de nos origines. L'atelier de deux heures a été divisé en deux parties. La première partie était plus technique et consacrée au partage de nos connaissances et de nos compétences sur des sujets spécifiques dans différents sous-groupes : évaluation des besoins, financement institutionnel, marketing événementiel, financement participatif, dons individuels et partage/production/vente de produits. Au sein de ces sous-groupes, nous avons échangé des idées sur les différentes façons d'accéder à de l'argent et/ou à des ressources. La deuxième partie était consacrée aux discussions politiques. La collecte de fonds soulève de nombreuses questions très politiques, particulièrement difficiles pour un réseau anticapitaliste. Nous avons parlé des déséquilibres, des hiérarchies et des dépendances qui existent entre les membres d'un groupe où certaines sont responsables de la gestion des finances. Nous avons discuté plus précisément de qui s'occupe des finances, pourquoi, comment ces compétences et ces responsabilités peuvent être partagées, notamment afin d'impliquer davantage de personnes racisées dans les groupes de travail sur les finances. Nous avons également discuté des rapports de pouvoir entre nos organisations et les fondations qui nous accordent des subventions. De plus, nous avons mentionné le fait que ces dernières années, la bureaucratie s'est alourdie et que la charge de travail des militant·es – qui ne sont pas rémunéré·es pour ça – pour obtenir ces fonds a également augmenté. Un souhait clair a été exprimé : que ces fondations qui se sentent partie prenante du ou des mouvements assument davantage de responsabilités dans le soutien aux activistes. Nous avons également discuté de la concurrence que la collecte de fonds peut créer entre nous et de la manière dont nous devrions résister collectivement à cette dynamique au sein de notre réseau. En tant qu'anticapitalistes, nous refusons d'être mis·es en concurrence les un·es avec les autres pour le peu d'argent disponible, en particulier dans le cadre de la collecte de fonds institutionnels.

En lien avec cette question, nous sommes confronté·es à une répartition inéquitable des richesses : alors que les fondations et autres donateur·ices semblent disposer de moins d'argent, d'autres personnes s'enrichissent de plus en plus. Nous devons remédier à cette injustice. L'argent existe, mais il n'est pas accessible « facilement ». Et il n'est pas réparti de manière égale dans nos pays respectifs. Nous avons réaffirmé collectivement notre volonté de nous soutenir mutuellement au-delà des frontières, de prendre l'argent là où il est concentré et de le répartir là où il est nécessaire.

Le résultat concret de cet atelier a été la création d'un réseau financier international visant à renforcer le soutien mutuel, les échanges et les discussions sur la manière de partager équitablement l'argent et les ressources. À ce jour, nous avons déjà tenu notre première réunion et nous continuerons à en organiser d'autres à l'avenir. Il est évident que le processus de diversification sera long, mais nous ne lâcherons pas et nous continuerons à y travailler.



UN ESPACE DE SOLIDARITÉ ET DE RÉSISTANCE SUR LES ROUTES MIGRATOIRES

Sanae Salmi

Ma participation au Transborder Summer Camp III, organisé à la ZAD de Nantes au mois d'août, a constitué une expérience collective particulièrement riche, à la fois humaine, politique et militante. Pendant plusieurs jours, ce camp a réuni des personnes engagées dans la défense des droits des migrants — militants associatifs, chercheurs, juristes, collectifs citoyens ainsi que des personnes directement concernées par les parcours migratoires. Cet espace de rencontre a permis d'échanger sur les réalités des routes migratoires et de renforcer les dynamiques de solidarité entre acteurs engagés dans différents contextes.

Dans ce cadre, j'ai eu l'occasion de partager l'expérience de terrain menée au Maroc, notamment à travers le travail d'accompagnement et de protection réalisé par les organisations de la société civile. Mon intervention a porté sur plusieurs dimensions essentielles, notamment l'accompagnement juridique des migrants, la documentation des disparitions sur les routes migratoires et le soutien apporté aux familles des personnes portées disparues. J'ai également présenté les procédures d'asile au Maroc ainsi que les mécanismes de protection internationale, en mettant en lumière le rôle joué par les organisations non gouvernementales dans l'orientation et l'accompagnement des personnes relevant du mandat du HCR. Les échanges ont également permis de souligner l'importance des interventions menées par les ONG pour prévenir les situations de refoulement et veiller au respect des droits fondamentaux des migrants et des demandeurs d'asile. Cette présentation a ainsi permis de mettre en lumière le travail quotidien des associations qui, malgré des moyens souvent limités, s'efforcent d'apporter des réponses concrètes aux conséquences humaines des politiques migratoires restrictives. Au-delà de cette contribution, ma participation au camp s'est révélée particulièrement enrichissante à plusieurs niveaux. Elle m'a permis de découvrir d'autres expériences de terrain, d'échanger avec des acteurs engagés dans différents pays et de confronter différentes approches en matière de protection des migrants et des demandeurs d'asile.

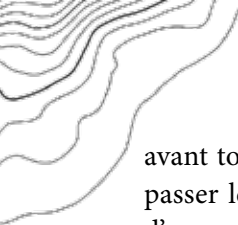
Les ateliers et les discussions ont permis de croiser les réalités vécues sur différentes routes migratoires, notamment en Afrique du Nord, en Afrique de l'Ouest et en Europe. Ces échanges ont mis en évidence que les violations des droits des migrants prennent des formes diverses mais reposent souvent sur des dynamiques communes, telles que l'externalisation des frontières, la criminalisation croissante de la migration et la réduction progressive des espaces de solidarité.

L'un des aspects particulièrement marquants des discussions a été la question de la criminalisation des migrants et des acteurs de solidarité. Dans plusieurs contextes, l'assistance apportée aux personnes en migration peut aujourd'hui être perçue comme suspecte, voire assimilée à une infraction. Cette situation fragilise non seulement les migrants eux-mêmes, mais également les organisations et collectifs qui s'efforcent de défendre leurs droits. Les échanges ont ainsi souligné que cette criminalisation constitue un défi majeur pour les années à venir et nécessite une réponse collective fondée à la fois sur le droit, la mobilisation citoyenne et la coopération internationale.

Un autre point central des discussions a concerné la liberté de circulation et le droit à une migration digne. Les participants ont souligné que les politiques migratoires actuelles, fondées sur la fermeture et le renforcement du contrôle des frontières, produisent souvent des effets contraires aux objectifs affichés. En rendant les routes migratoires plus dangereuses, ces politiques exposent les personnes en mobilité à des risques accrus de violences, d'exploitation, de détention arbitraire ou encore de disparition. Dans ce contexte, défendre la mobilité comme un droit fondamental apparaît comme un enjeu essentiel du plaidoyer pour les années à venir.

Le camp a également permis de réfléchir à des formes concrètes de coopération transfrontalière. Les discussions ont mis en évidence la nécessité de renforcer les réseaux entre associations, juristes, collectifs citoyens et chercheurs afin de mieux documenter les violations des droits humains, soutenir les victimes et coordonner les actions de plaidoyer. La solidarité ne peut en effet être pleinement efficace que si elle s'organise au-delà des frontières, à l'image même des trajectoires migratoires.

Pour moi, cette rencontre a constitué une expérience particulièrement stimulante, rappelant que la défense des droits des migrants ne se limite pas à une approche strictement juridique ou institutionnelle. Elle repose



avant tout sur des liens humains, des engagements militants et une solidarité internationale capables de dépasser les frontières géographiques et culturelles. Le Transborder Summer Camp a ainsi montré l'existence d'une communauté d'acteurs engagés partageant les mêmes préoccupations, mais aussi les mêmes espoirs pour construire des alternatives plus justes et plus respectueuses des droits humains.

En perspective, l'un des défis majeurs sera de transformer ces échanges en actions concrètes et durables. Il s'agira notamment de renforcer les réseaux de solidarité, de développer les mécanismes de documentation des violations des droits humains sur les routes migratoires et de soutenir les familles des personnes disparues. Dans cette optique, imaginer un Transborder Summer Camp IV dans les prochaines années pourrait constituer une étape importante pour consolider ces dynamiques de coopération et poursuivre le travail collectif en faveur de la dignité et des droits fondamentaux des personnes en migration.

UN PROCESSUS CROISSANT DE MISE EN RÉSEAU TRANSNATIONAL POUR LA LIBERTÉ DE CIRCULATION

Au cours du TSC III, deux ateliers ont été consacrés aux coopérations transnationales. Le premier (I.) a réuni des militant·e·s issu·e·s d'une quinzaine de réseaux, qui sont de composition transnationale et qui suivent une approche et un programme transnationaux. Le second (II.) s'est concentré sur une mobilisation commune concrète : la chaîne d'actions transnationale, en préparation pour septembre et octobre 2025 dans plusieurs villes, en référence aux dix ans de l'été de la migration.

Lors de l'atelier I, nous avons commencé par un tour de table des différent·e·s membres, qui ont toutes eu quelques minutes pour présenter les principaux thèmes et défis au sein de leurs réseaux. Une cartographie et une liste de brèves présentations de la plupart des réseaux sont jointes à ce texte ; il était impressionnant et inspirant de constater la continuité et la force des processus de mise en réseau transnationaux.

En comparaison avec le TSC I en 2019 et le TSC II en 2022, nous avons pu constater que plusieurs réseaux existent désormais depuis plus de dix ans, comme Welcome to Europe, Afrique Europe Interact ou WatchTheMed Alarm Phone. D'autres, comme Alarm Phone Sahara, CommémorAction ou Captain Support, sont actifs depuis au moins cinq ans. Et pourtant, nous assistons ces dernières années à l'émergence de nouvelles initiatives transnationales telles que Deportation Watch, Refugees in Libya, le CivilMRCC ou le Network Against Migrant Detention (NAMD).

De plus, on peut constater une certaine intensification de l'auto-organisation, dans la mesure où les personnes en déplacement ont rejoint, voire créé, leurs propres réseaux, non seulement pour répondre aux difficultés rencontrées au cours de leurs parcours, mais aussi après avoir franchi les frontières. Refugees in Libya est un exemple remarquable : les militant·e·s réfugié·e·s apportent aux processus de mise en réseau un savoir spécifique et des liens étroits avec les communautés de migrant·e·s.

Enfin, les relations et les projets trans-méditerranéens ou transcontinentaux entre l'Europe et l'Afrique se distinguent particulièrement. Les militant·e·s tunisien·ne·s, marocain·e·s et sénégalais·e·s de WatchTheMed Alarm Phone, Alarm Phone Sahara, basé à Agadez au Niger, les membres d'Afrique Europe Interact du Mali, Refugees in Libya et la plateforme CommémorAction des proches des personnes disparues en mer et aux frontières : tous ces réseaux ont mis en place des structures solides et s'appuient sur de nombreuses années de pratiques et d'expérience en termes d'auto-organisation et de solidarité. Dans la résistance future contre le régime frontalier raciste, dans les prochains cycles de luttes pour l'égalité des droits pour toutes, ces liens transnationaux devraient jouer un rôle de plus en plus important.

Au cours de l'atelier II, la série d'actions, en préparation depuis plusieurs mois, a été présentée. Son caractère transnational se reflétait déjà dans les villes où se déroulaient les mobilisations : de Lampedusa à Genève, de Berlin à Rabat, de Madrid à Rome, ou de Vienne à Tirana. Toutes ces actions faisaient référence à un appel multilingue intitulé « Liberté de circulation ! Ouverture des frontières. Fin des mort-e-s aux frontières. », qui circulait depuis février 2015. Il déclarait : « ... L'été de la migration était inattendu. Il a créé une réalité temporaire qui, quelques mois auparavant, semblait presque inimaginable. Aujourd'hui, dans un contexte de montée du racisme, des mouvements fascistes et alors que l'UE déploie sa guerre contre l'immigration aux frontières de l'Europe, ces souvenirs apparaissent comme quelque chose d'un autre temps et d'un autre monde. Notre imagination elle-même semble enfermée par la violence de notre présent dystopique. Mais 2015 est toujours là ! Nos sociétés ont été profondément transformées : elles sont plus diversifiées et plus belles ! Les mouvements auto-organisés, les réseaux de solidarité et les projets de soutien qui ont vu le jour il y a dix ans existent toujours et persistent malgré la criminalisation. Chaque jour, la liberté de mouvement est conquise et pratiquée par les migrant-es lorsqu'ils et elles traversent les frontières au péril de leur vie. Nous voulons élever nos voix ensemble, aussi fort que possible, pour briser la normalisation de la mort des personnes migrantes. Nous pleurons nos frères et sœurs, et nous refusons d'accepter que ces morts continuent ! Nous voulons rendre visibles les luttes incessantes pour le droit de se déplacer et de rester, d'aller et de venir ! Nous sommes peut-être une minorité dans des sociétés de plus en plus racistes, mais nous existons, et ensemble nous pouvons lutter contre le racisme et le fascisme !... »

Des appels à participation et des invitations spécifiques ont été publiés conjointement sur le site web : <https://trans-border.net/>. Ce site présentait également des appels supplémentaires et un calendrier commun ; plusieurs vidéos sur les dix ans de « L'été de la migration » y ont été mises en ligne, ainsi que des comptes rendus, des extraits vidéo et des photos réalisées à l'issue des actions, le tout dans ce cadre commun.

« Let's Act Transnationally » - « Agissons au niveau transnational » : c'est sous ce titre que la publication « Echoes » a été distribuée lors du TSC III, sous forme imprimée et en versions anglaise et française. C'est il y a exactement trois ans, en juillet 2022, lors du TSC II, que le premier numéro a été publié. Il s'agissait cette fois du n° 18. Extrait de l'introduction : « Début septembre, la chaîne d'actions transnationale débutera en mémoire de l'été de la migration de 2015 et pour relier cet anniversaire non seulement à notre critique fondamentale du régime frontalier européen meurtrier, mais aussi à notre lutte continue pour la liberté de circulation. Aujourd'hui, nous vivons ensemble dans une société du « nous ». C'est un héritage de 2015 sur lequel nous voulons construire. La liberté de circulation est une possibilité. Nous l'avons vu il y a dix ans et nous le voyons chaque jour dans les failles des frontières européennes. La solidarité existe toujours et peut être le fondement d'une belle société dans laquelle tout le monde peut vivre, librement et dans l'égalité ! Rejoignez la chaîne d'action transnationale pour la libre circulation ! » (Voir ici : <https://civilmrcc-eu/echoes/echoes-18-lets-act-transnationally/>)

Le TSC III, quelques semaines avant la chaîne d'actions, a offert un espace idéal pour les échanges et les liens entre les différentes activités, et la plénière finale a permis de présenter une série d'annonces pratiques et d'options de participation.





Photo prise lors de l'action menée par Refugees in Libya contre le protocole d'accord entre l'Italie et la Libye, à Rome ; cette action s'inscrit dans le cadre de la série d'actions transnationales dont il a été question lors du TSC25. **Photo de Clara Marnette**

LISTE DES RÉSEAUX TRANSNATIONAUX (PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE)

Abolish Frontex

#AbolishFrontex est un réseau décentralisé et autonome regroupant des groupes, des organisations et des individus. L'objectif de #AbolishFrontex n'est pas de réformer ou d'améliorer Frontex, ni de le remplacer par une structure similaire. Il s'agit plutôt de s'attaquer aux politiques et au système qui maintiennent Frontex en place.

#AbolishFrontex œuvre pour mettre fin au régime frontalier de l'UE, démanteler le complexe industriel frontalier et construire une société où les personnes sont libres de circuler et de vivre.

Site web : <https://abolishfrontex.org/>

Afrique-Europe-Interact (AEI)

Afrique-Europe-Interact est un réseau transnational fondé fin 2009. Il rassemble des militant·es au Mali, en Mauritanie, au Niger, au Togo, en Guinée, en Tunisie, au Maroc, en Allemagne, en Autriche et aux Pays-Bas, parmi lesquels de nombreux·ses réfugié·es, migrant·es et personnes expulsées s'organisent de manière autonome. Afrique-Europe-Interact lutte contre la politique migratoire répressive de l'UE, non seulement dans la rue, mais aussi par un soutien concret sur les routes migratoires, comme Alarm Phone Sahara ou un refuge pour les femmes et leurs enfants à Rabat. Parallèlement, nous participons aux luttes sociales dans divers pays africains. Par exemple, nous soutenons politiquement et logistiquement le mouvement démocratique au Togo. Ou au Mali : là-bas, nous soutenons les petit·es agriculteur·ices dans leur lutte contre l'accaparement des terres, et un syndicat des petit·es agriculteur·ices a également été fondé au sein de notre réseau.

Site web : www.afrique-europe-interact.net

Alarm Phone Sahara (APS)

Alarm Phone Sahara (APS) est un projet de coopération entre des associations et des personnes de la région sahélo-saharienne et d'Europe. Les membres du réseau Alarm Phone Sahara sont basé·es au Niger, au Mali, au Togo, au Maroc, en Mauritanie, en Allemagne et en Autriche. Le siège de APS se trouve à Agadez, au Niger. Il existe également un réseau d'observateur·ices des routes dans la région du Nord du Niger qui viennent en

aide aux personnes en déplacement en cas de détresse, notamment lorsqu'elles sont expulsées d'Algérie ou de Libye. Concrètement, APS poursuit quatre objectifs : a) Sensibiliser les migrant·es et les candidat·es à la migration non seulement aux conditions et aux dangers du désert, mais aussi à leurs droits. Cette sensibilisation a lieu dans les lieux d'origine, dans les gares routières et sur les routes. b) Documenter ce qui se passe réellement sur les routes migratoires dans la zone sahélo-saharienne, y compris les crimes, les violations des droits humains et le harcèlement routier. c) Secourir les migrant·es en détresse dans le désert – soit alors que les personnes se dirigent vers le Nord, soit après avoir été expulsé·es de force, principalement depuis les pays d'Afrique du Nord. d) Dénoncer les politiques anti-migration régionales, sous-régionales, nationales et internationales. www.alarmephonesahara.info

borderline-europe

Nous menons depuis 2007 une action de résistance civile contre les politiques européennes au sujet de la migration et des frontières. Borderline-europe - Menschenrechte ohne Grenzen e.V. est une association basée à Berlin et à Palerme. Certain·es d'entre nous y travaillent à temps plein, d'autres bénévolement. Nous apportons toutes des expériences et des compétences variées que nous mettons en commun dans notre travail de recherche, de mise en réseau et d'action de protestation. Notre objectif est de dénoncer auprès d'un large public les politiques migratoires européennes de plus en plus restrictives et leurs effets brutaux. Nous voulons créer une prise de conscience active, politique et critique de l'universalité des droits humains, qui permettra de contrer les structures racistes et les conséquences mortelles de ces politiques de fermeture des frontières. Par notre travail, nous envoyons un signal de solidarité, car des solutions humaines ne peuvent être trouvées que si nous avons également le courage de prendre position et de nous mobiliser.

Site web : <https://www.borderline-europe.de/>

Border Violence Monitoring Network (BVMN) - Réseau de surveillance de la violence aux frontières

Le BVMN est un réseau indépendant, horizontal et autogéré d'ONG, d'associations et de collectifs qui travaillent pour mettre fin à la violence envers les personnes en déplacement. Nos membres (dont certain·es sont anonymes) participent à notre Assemblée ouverte pour décider des actions stratégiques clés qui concernent notre travail. Ces décisions sont mises en œuvre par une équipe de coordinateur·ices qui gèrent les missions quotidiennes. Chaque organisation membre apporte ses propres types d'aide spécifiques en plus de son implication au sein du BVMN.

<https://borderviolence.eu/>

Captain Support Network

Les personnes en déplacement sont souvent arrêtées et emprisonnées pour avoir conduit des bateaux transportant des passager·es aux frontières de l'Europe. Ce processus de criminalisation de l'aide à la libre circulation et de l'exercice de cette liberté est le résultat systématique de lois et de pratiques frontalières racistes, et il affecte souvent la vie des personnes criminalisées tout au long de leur existence. Condamnées à des peines de prison extrêmement longues à l'issue de procès arbitraires, les personnes en déplacement accusées de « trafic » ou de « facilitation de l'immigration illégale » sont une cible centrale de la violence carcérale du régime frontalier. Elles n'ont souvent pas accès à une assistance juridique adéquate, à des informations sur leurs droits fondamentaux, ni à aucune forme de soutien. La criminalisation des personnes en déplacement est trop souvent invisible, et leurs voix sont réduites au silence par la détention et l'emprisonnement. Cela permet de violer davantage leurs droits et d'exercer la pire violence à leur encontre, même après leur libération.

Le réseau « Captain Support » est une plateforme de solidarité avec les personnes accusées de conduire des bateaux aux frontières de l'Europe, qui vise également à les mettre en relation avec des réseaux de soutien locaux et des avocat·es.

Site web : <https://captainsupport.net/>

Instagram : <https://www.instagram.com/captain.support/>

E-mail : captainsupport@proton.me

Facebook : <https://www.facebook.com/CaptainSupportLegalAid>

CivilMRCC et Echoes

Le Centre civil de coordination des secours maritimes (CMRCC) est une plateforme de coordination et de documentation dédiée aux personnes en détresse en Méditerranée centrale. Il soutient la flotte d'ONG qui ont porté secours et mis en sécurité des dizaines de milliers de personnes depuis 2014. Ces interventions ont été menées par des navires d'ONG, des missions de surveillance aérienne à bord d'avions civils, ainsi que par le biais de la ligne d'urgence WatchTheMed Alarm Phone. Le CMRCC facilite et améliore la coopération et la communication entre les différents membres non étatiques engagés dans des opérations de recherche et de sauvetage en mer. Il recueille également des données et des informations sur les cas de détresse afin de sensibiliser le public et de soutenir les efforts de plaidoyer et la recherche.

Site web : <https://civilmrcc.eu/>

Echoes est une publication du CMRCC, paraissant tous les deux à trois mois et s'adressant aux acteur·ices de la solidarité en mer ainsi qu'à toute personne intéressée par les luttes aux frontières. L'objectif principal est de rendre visible l'impressionnante coopération qui existe déjà entre les organisations de la société civile et les réseaux présents en Méditerranée. Dans Echoes, des aspects importants sont abordés, des sujets d'actualité sont discutés, des analyses et des recherches sont présentées, et les luttes auto-organisées des réfugié·es et des migrant·es sont mises en avant.

Site web : <https://civilmrcc.eu/echoes/echoes18-transnationalisons-nos-luttes/>

CommémorAction

Une initiative auto-organisée par les personnes les plus touchées par les conséquences du régime frontalier. Lors du dernier TSC, nous avons rencontré des membres du Réseau d'Entraide Vérité et Justice. Qu'il s'agisse de personnes disparues aux frontières, en prison ou dans des centres de rétention, ou victimes de violences policières, nous luttons contre le même mouvement de racisme d'État et la perpétuation de l'histoire coloniale. L'histoire de toutes les luttes pour la vérité nous enseigne que les décès aux frontières, sur les routes migratoires et sous la violence policière restent invisibles dans leurs conséquences. Les familles et les ami·es sont souvent laissées seul·es avec leur chagrin et leur rage. Et il y a aussi celles et ceux qui portent le fardeau de la lutte juridique. Depuis plusieurs années maintenant, nous essayons de nous organiser et de nous rassembler pour commémorer et agir. Nous nous engageons à ne pas mettre fin à cette lutte tant que la violence meurtrière de l'État n'aura pas disparu et que l'égalité pour toutes et tous n'aura pas été atteinte.

Site web : <https://commemoraction.net/>

<https://www.facebook.com/hashtag/commemoraction>

Deportation Watch Network - Réseau de surveillance des expulsions

Un réseau nouvellement créé pour surveiller de manière critique le complexe européen des expulsions. À mesure que la coopération entre les acteur·ices étatiques, les entreprises et autres profiteurs des frontières s'intensifie, le besoin d'un contrepoids internationaliste se fait de plus en plus pressant. À cette fin, le Réseau de surveillance des expulsions met en relation des collectifs politiques et des chercheur·euses militant·es issues de différents pays européens. En surveillant l'évolution du régime des expulsions, il espère fournir aux personnes qui résistent à la violence d'État et au racisme des connaissances concrètes et exploitables.

Site web : <https://de.deportationwatch.net/en>

From the Sea to the City (FS2C)

« From the Sea to the City » (De la Mer à la Ville) est un consortium d'acteur·ices de la société civile qui œuvre pour une Europe accueillante. Dans le but de promouvoir un rôle actif des collectivités locales et des administrations dans la politique européenne en matière de migration et d'asile, FS2C s'efforce d'accroître la visibilité des municipalités accueillantes au niveau de l'UE, de les encourager à agir, tout en continuant à rechercher des synergies et à collaborer avec d'autres organisations de la société civile et d'autres réseaux. Le travail de plaidoyer mené conjointement par le consortium et l'Alliance internationale des ports de refuge (IASH - International Alliance of Safe Harbours) apporte la valeur ajoutée d'un réseau transnational de la société civile et d'institutions locales confrontées aux défis posés par les États-nations et leurs régimes frontaliers.

Contact : fromseacity.consortium@gmail.com

Site web : <https://fromseacity.eu/>

Projet migration-control.info

Un réseau transnational de recherche et de documentation regroupant des militant·es, des journalistes, des traducteur·ices, des universitaires et des organisations qui travaillent ensemble à documenter l'externalisation des mesures européennes de contrôle des migrations vers des États non membres de l'UE. Nous publions cette contre-documentation sur notre site web migration-control.info. Ce qui a débuté en 2016 comme un projet d'investigation journalistique est aujourd'hui poursuivi par un collectif fonctionnant de manière décentralisée, horizontale et auto-organisée, analysant les effets des politiques européennes dans une perspective critique qui promeut les droits humains, l'autodétermination, la justice sociale mondiale et la liberté de circulation. De plus, nous mettons en avant la résistance contre l'externalisation du contrôle des frontières de l'Europe. Notre travail est animé par un engagement commun en faveur d'un monde où chacun peut circuler librement, un monde sans frontières. Si vous souhaitez rejoindre le réseau, contactez-nous via contact@migration-control.info et consultez notre site web : <https://migration-control.info>

Migreurop

Un réseau euro-africain composé de plus d'une centaine de membres (associations de défense des droits humains, militant·es et chercheur·euses) basé·es dans 18 pays différents. Son objectif est de documenter, d'analyser et de dénoncer les conséquences des politiques migratoires européennes qui se concrétisent tout au long des parcours migratoires : militarisation des frontières, détention formelle et informelle, expulsions, Frontex et externalisation du contrôle des migrations hors d'Europe. Le réseau utilise différents outils (analyse politique, expertise juridique, enquête, cartographie) pour soutenir la lutte contre la détention des migrant·es, pour la fermeture de tous les camps et pour promouvoir la liberté de circulation et d'établissement pour toutes. Site web : <https://migreurop.org/> (+ Facebook, Instagram, LinkedIn, Bluesky)

Missing at the Borders - Disparu-es aux frontières

Chaque année, des milliers de vies sont perdues en Méditerranée, la route migratoire la plus meurtrière au monde. Entre 2014 et 2025, plus de 74 000 personnes sont mortes ou ont disparu à l'échelle mondiale, dont plus de 35 000 rien qu'en Méditerranée. Ce ne sont pas que des chiffres : derrière eux se cachent des familles qui souffrent, souvent réduites au silence et ignorées. Missing at the Borders est une plateforme qui donne la parole à ces familles, en soutenant leur quête de vérité, de justice et de dignité. De nouvelles antennes ont récemment ouvert au Mali et au Sénégal pour raconter les histoires des familles locales. Des activités génératrices de revenus y ont également été lancées pour soutenir les femmes – souvent les plus touchées par le départ des migrant·es – qui doivent désormais assumer la responsabilité de subvenir aux besoins de leur famille. Ces initiatives contribuent à transformer le deuil en action collective et en mémoire. Site web : <https://missingattheborders.org/fr/>

Network Against Migrant Detention (NAMD) - Réseau contre la détention des migrant·es

Le Network Against Migrant Detention (Réseau contre la détention des migrant·es) est un réseau militant transnational qui lutte pour l'abolition de la détention administrative des migrant·es en Italie, en Albanie, en Europe et au-delà. Nous estimons qu'il est essentiel de construire un vaste mouvement collectif pour s'opposer à ce système de détention, de répression et de discrimination.

Notre réseau a vu le jour en Italie en octobre 2024 en réponse aux politiques sécuritaires du gouvernement Meloni, qui a renforcé les centres de rétention pour migrant·es et signé le protocole Rama-Meloni avec l'Albanie. Cet accord a conduit à la construction d'un hotspot et d'un centre de rétention sous juridiction italienne sur le territoire albanais, un projet qui risque de devenir un modèle pour l'Europe.

Nous rassemblons donc des collectifs et des associations d'Italie et d'Albanie, ainsi que de toute l'Europe, pour nous opposer à l'expansion de la détention, contester le protocole Italie-Albanie et le modèle qu'il représente, et lutter contre le Pacte européen sur la migration et l'asile

NAMD Instagram : <https://www.instagram.com/networkagainstmigrantdetention/>

Contact : againstmigrantdetention@gmail.com

Refugees in Libya (RiL) - Réfugié-es en Libye

Nous sommes une organisation autonome regroupant des réfugié-es, des demandeur-euses d'asile et des migrant-es, quel que soit leur statut « officiel ». Nous sommes né-es de la nécessité d'exprimer les graves préoccupations d'un vaste groupe hétérogène de personnes résidant en Libye, qui sont victimes de violences extrêmes et de violations constantes des droits humains. Nous avons commencé en octobre 2021 à Tripoli avec jusqu'à 5 000 personnes lors d'un sit-in de protestation de 100 jours devant le HCR. Après que certain-es d'entre nous aient pu rejoindre l'Europe, nous avons mis en place un réseau transnational, qui bénéficie également du soutien de l'Alliance with Refugees in Libya (ARiL). Depuis 2022, nous avons lancé ensemble la campagne UNFAIR à l'intention du HCR à Genève ; deux autres campagnes sont consacrées à l'évacuation des défenseur-euses des droits humains et à l'annulation du protocole d'accord entre l'Italie et la Libye.

Une ligne d'assistance collective est gérée par des citoyen-nes basé-es en Europe et ailleurs, dans le but de faire entendre au public européen les voix et les histoires de quelque 900 000 réfugié-es invisibles, bloqué-es en Libye. Nous nous joignons ainsi aux « lignes d'assistance » individuelles mises en place par des camarades qui ont eu la chance de rejoindre l'Europe. La ligne d'assistance est un outil visant à défendre la liberté de circulation en amplifiant les voix de communautés entières dont les droits sont quotidiennement bafoués par l'État libyen, soutenu par l'UE et sa politique d'externalisation.

Courriel : info@refugeesinlibya.org

Site web : <https://www.refugeesinlibya.org/>

Solidarity Line Balkans (SLB) -Ligne de solidarité Balkans

Solidarity Line Balkans (SLB) est un réseau transnational et citoyen composé de militant-es, de collectifs et de membres communautaires qui œuvrent dans toute l'Europe du Sud-Est pour venir en aide aux personnes en déplacement. Son objectif principal est de prévenir les décès et les disparitions aux frontières et à l'intérieur de la région. SLB fonctionne selon une structure décentralisée composée de groupes formels et informels, notamment des collectifs locaux, des équipes d'intervention d'urgence, des prestataires d'aide juridique et des réseaux de solidarité. Ses acteur-ices collaborent pour offrir un soutien essentiel aux personnes en détresse ainsi qu'un soutien mutuel afin de construire des structures résilientes de résistance et de solidarité contre la violence aux frontières.

Contact : hello@solidaritylinebalkans.com

Transnational Social Strike (TSS) - Grève sociale transnationale

Les grèves des migrant-es, la grève féministe et les grèves coordonnées dans les entrepôts logistiques sont autant d'expériences dont nous nous inspirons et que nous souhaitons déclencher et amplifier. La grève est pour nous le nom d'un pouvoir qui vise à ébranler les piliers sur lesquels repose cette société inégale et injuste. Créer les conditions nécessaires à l'exercice de ce pouvoir est ce dont nous avons besoin pour renverser l'état actuel de subordination aux employeur-euses et aux politicien-nes

La Plateforme TSS est une infrastructure politique destinée à relever ces défis et à faire avancer le mouvement de grève à l'échelle transnationale. C'est un espace d'organisation, de communication et de rencontre où différentes figures du monde du travail peuvent réfléchir ensemble à la manière de développer une vision commune, de soutenir des revendications communes susceptibles d'être des instruments d'émancipation et de créer les conditions de possibilité de la grève sociale transnationale.

Site web : <https://www.transnational-strike.info/>



WatchTheMed Alarm Phone (WTMAP)

Depuis octobre 2014, nous gérons une ligne d'assistance téléphonique accessible 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 pour les personnes en détresse en mer. En dix ans, nous avons traité plus de 10 000 cas d'urgence dans toute la Méditerranée, sur la route de l'Atlantique et dans la Manche. Nous sommes un réseau d'environ 300 militant-es, réparti-es dans de nombreuses villes d'Europe, d'Afrique du Nord et d'Afrique de l'Ouest. Nous associons nos interventions en temps réel à des formes de documentation critiques et à des actions publiques afin de lutter contre le contrôle des migrations. Nous collaborons avec des projets locaux et des communautés de migrant-es des deux côtés de la Méditerranée. Nous considérons donc notre projet comme une manifestation concrète de solidarité avec les personnes en déplacement, s'inscrivant dans ce qu'on appelle désormais le « chemin de fer clandestin » migratoire de la fuite et de la migration. Nous nous considérons comme un nœud transnational et multilingue, doté de liens variés avec un réseau en pleine expansion parmi ceux qui luttent pour la liberté de circulation et pour un espace méditerranéen commun et ouvert.

Sites web :

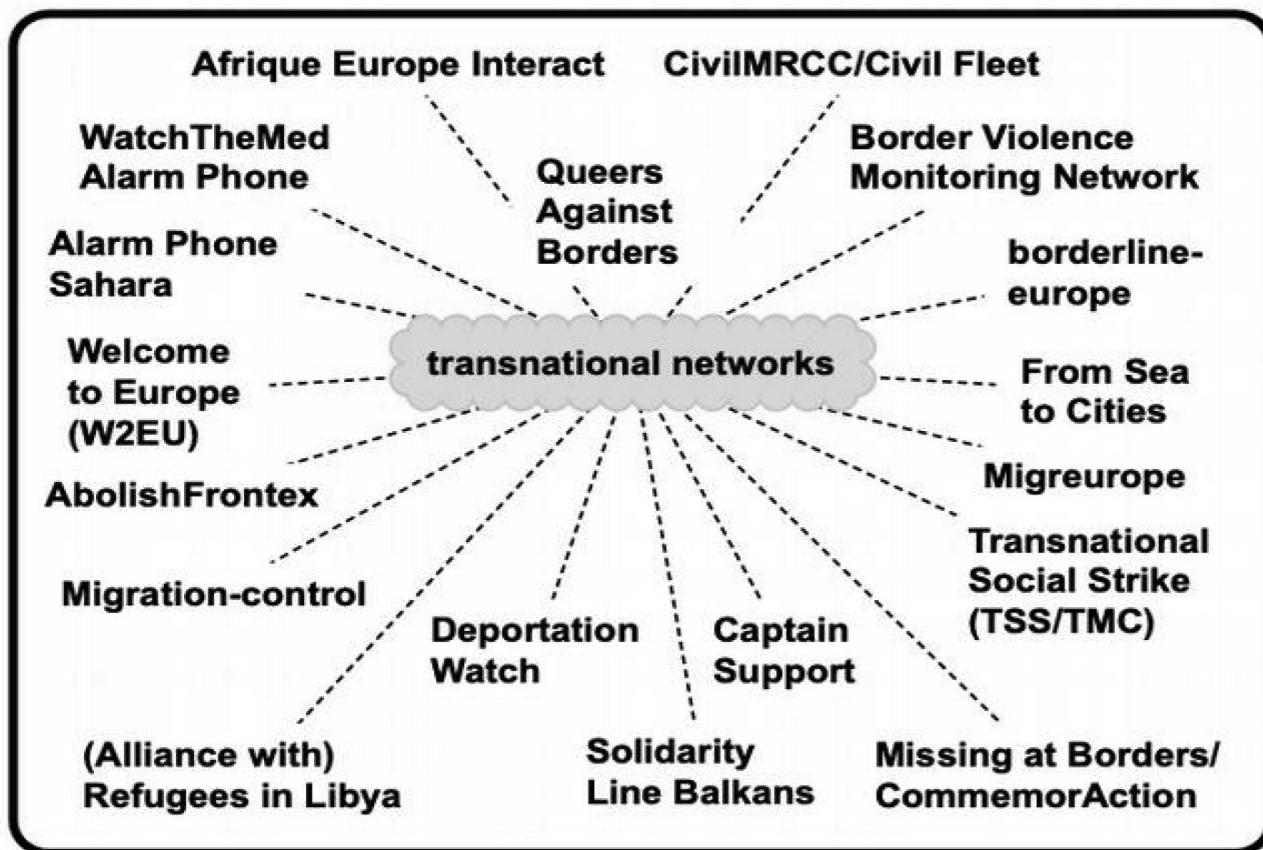
www.alarmphone.org

www.watchthemed.net

Welcome to Europe (W2EU)

Fondé à la suite du camp No-border à Lesbos en 2009 – lorsque 400 militant-es venu-es de toute l'Europe se sont rendu-es à Lesbos pour protester contre le régime frontalier de l'UE –, le réseau a vu le jour dans un chapiteau situé dans le port de Mytilène, qui servait alors de point d'information à de nombreuses nouvelles personnes arrivantes. Depuis ce moment là, Welcome to Europe s'efforce de fournir des contacts et d'autres informations utiles aux personnes en déplacement et aux militant-es dans tous les pays d'Europe, à l'aide de guides imprimés ainsi que du guide en ligne w2eu.info. Ce guide en ligne existe en quatre langues : arabe, farsi, anglais et français. Il est fréquemment mis à jour, mais restera toujours un travail en cours. Comme les situations évoluent souvent rapidement, nous sommes toujours reconnaissant-es pour les commentaires, les informations supplémentaires et les contacts de réseaux que nous ne connaissons peut-être pas. Améliorons ensemble le partage d'informations indépendantes contre les régimes frontaliers et pour la liberté de circulation !

<https://w2eu.info/>



RIEN DE GRAND N'ADVIENT SANS UNE ORGANISATION BÉTON

Cette contribution est rédigée par deux meufs cis blanches nées et vivant en Europe qui ont toutes les deux fait partie de l'orga du camp. Ce texte est donc écrit depuis notre position située, à partir de nos expériences et de nos ressentis personnels. Il n'a pas vocation à représenter l'ensemble des points de vue des participant-es du camp.

Dans ce texte nous revenons brièvement sur certains aspects organisationnels du TSC, au-delà des thématiques de fond abordées dans les ateliers. Ces dimensions nous semblent importantes à mettre en lumière, car elles sont, elles aussi, profondément politiques. Elles sont d'autant plus pertinentes à évoquer que l'organisation du TSC représente un gros défi.

Le TSC 2025 c'est un peu moins de 700 personnes réunies du 5 au 10 août 2025 autour de la lutte pour la liberté de circulation et de l'égalité des droits pour tous-tes. C'est la troisième fois que cette rencontre se tient, ce qui fait que l'organisation est un peu rodée, et pourtant ça représente encore un énorme travail. Le TSC ne se limite pas aux dates du camp lui-même, et c'est d'autant plus vrai pour cette édition. Il y a bien sûr eu 5 jours de montage et de démontage, mais la préparation a commencé dès août 2024, avec la création des premiers groupes de travail – communication interne, finances, visas, logistique, programme – et bien d'autres qui se sont créés plus tard. Pour cette édition il y avait la volonté que le programme soit davantage participatif (par rapport aux années précédentes) et que le contenu soit discuté avant le TSC par les participant-es elleux-mêmes. Ça a impliqué pour chaque thématique envisagée de contacter les groupes actif-ves sur cette thématique, de proposer des réunions préparatoires et d'imaginer des formats d'intervention variés. Les quelques mois avant le camp ont été remplis de discussions, réflexions et débats préalables. Certains ateliers ont émergé rapidement, d'autres ont rencontré plus de difficultés et ont finalement été pris en charge, parfois au pied levé, par des personnes ou groupes dans les jours précédant le TSC.

Les participant-es du TSC venaient de luttes pour la liberté de circulation/installation, comme lors des deux éditions précédentes, avec cette fois-ci aussi des groupes venant de luttes antiracistes et antifascistes au sens plus large (racisme d'état, violences policières, anticolonialisme etc.) afin de faire converger nos mouvements. Dans la planification et le processus d'invitation, il y avait un souhait que plus de place soit donnée aux personnes concernées directement par le racisme. Nous venions de trois continents (Europe, Afrique, Asie), de nombreux pays aussi bien de départ que de transit ou d'arrivée, avec une grande diversité de langues parlées. Les groupes traduction et interprétation ont pu organiser un dispositif permettant à chacun-e d'échanger et de participer aux ateliers dans une langue dans laquelle iel se sentait à l'aise : allemand, anglais, arabe, espagnol, farsi, français, italien, turc – tout le monde avait accès à une traduction dans une langue comprise (le premier jour, chaque personne devait passer au stand interprétariat pour informer de ses langues parlées et comprises).

Un point majeur de l'organisation en amont était la question des visas. Toutes les personnes présentes au TSC défendent l'abolition des frontières, qui sont des lignes imaginaires meurtrières. Pourtant, sur le plan administratif, ces frontières existent et conditionnent les déplacements internationaux à l'obtention d'un visa. 53 000 euros ont donc été mis dans les trajets et visas, dont 40 000 pour les participant-es venant de pays où les visas sont nécessaires pour aller en Europe. À peu près la moitié des demandes de visa ont abouties – laissant sur le carreau beaucoup de personnes qui souhaitaient être présentes.

Pour qu'un évènement comme celui-ci puisse avoir lieu, il faut une logistique sur place. L'infrastructure électrique était montée par une équipe de personnes sans homme cis (dans certains contextes c'est peut-être acquis que ce ne soit pas des hommes cis qui fassent ce travail, mais dans d'autres c'est encore trop peu courant). Toute l'infrastructure du camp était coordonnée par une autre équipe sans hommes cis, et bénéficiait de prêts de matériel de la part de mutuelles amies.

Les espaces pour dormir (camping et dortoirs) étaient organisés avec certains espaces en mixité choisie : personnes racisées, FLINTA (femmes, lesbiennes, intersexes, non-binaires, trans, a-genre), queer. La traduction et l'interprétation dans tout ça étaient au centre de l'organisation, avec des réunions multilingues en visio dès le début, des briefings multilingues lors du montage / démontage, et toutes les informations écrites traduites en 8 langues.

Quelque chose qui a bien marché, c'est l'auto-organisation du camp. Les personnes participantes et animatrices des ateliers étaient aussi celles qui contribuent au bon fonctionnement du camp. Les tâches journalières étaient écrites sur un panneau, et les gens s'inscrivaient d'eux-mêmes. Il y avait toujours des personnes volontaires pour faire les tâches qui contribuent au fonctionnement de cette mini société ponctuelle. Sans ces fonctions organiques, le tout ne saurait fonctionner. Il était motivant de voir à quel point cette organisation était fluide. Pour que tout le monde puisse manger à son goût, il y avait 3 cantines différentes : une omnivore hallal, une végétarienne et une végétalienne, ainsi qu'un collectif de boulangerie militante qui fournissait pain et biscuits, et une équipe spéciale café / thé. Il y avait des douches au pommeau ou des douches au sceau, selon les préférences. Il y avait aussi bien sûr des toilettes pour personnes à mobilité réduite ainsi qu'une garderie pour les enfants (avec des shifts tournants). Une équipe soin et médiation était présente et accessible 24h/24, avec diverses langues parlées. Cette équipe soin n'est certainement pas une police interne, elle participe à la vie du camp et propose des espaces où les personnes peuvent discuter des choses qui leur génèrent de l'inconfort ou de situations d'agression ou de violences. Elle propose du soin et de la médiation si besoin.

L'auto-organisation a aussi ceci de bien qu'en permettant à chacun-e de contribuer à cette petite communauté éphémère par les tâches y compris les plus ingrates (nettoyage, compost, logistique caca/pipi(-capitaliste), etc.), les personnes prennent soin de l'espace. À la différence d'un festival où les gens viennent consommer quelque chose (de la musique, des arts, de l'alcool, etc.) et laissent derrière eux un champ pollué, au TSC il y avait un soin constant porté envers les espaces communs.



Si le cœur de la lutte c'est l'antiracisme (qui s'exprime également à travers l'antifascisme, la lutte contre les violences policières, la solidarité avec les personnes migrantes/réfugiées, la lutte pour la liberté de circulation, la lutte pour des droits égaux pour tous-tes), l'édifice tient sur des services supports indispensables. Dans nos luttes intersectionnelles, militer n'est pas juste viser un objectif politique, mais c'est aussi participer à l'infrastructure matérielle qui le sous-tend. Parce que ces fonctions sont indispensables, nous avons tenu trois ateliers sur les thèmes « finances », « interprétation et traduction », ainsi que « obtention des visas », en plus des ateliers thématiques, pour partager nos apprentissages et connaissances sur ces thèmes.

Bien qu'ici personne ne défende une lecture nationaliste et que tout le monde souhaite l'abolition des frontières, on sait que l'on vient de cultures différentes, et pour autant le vivre ensemble et partage d'espace était naturel. Dans ces sociétés où le fascisme ne fait qu'augmenter, où on nous divise et où les personnes de minorités culturelles sont forcées de s'adapter à la culture dominante, le TSC est bien la preuve que nous n'avons pas besoin de gommer nos différences culturelles pour faire société. Pour nous (personnes qui militons contre les frontières), cela paraît logique et allant de soi, mais pour autant il nous paraît important de le redire, comme une sorte de preuve que le multiculturalisme est possible. Est-ce que ça veut dire qu'il n'y a aucune frustration et aucun racisme structurel entre nous ? Non, ce serait naïf. Le racisme existe et est présent dans nos sociétés, dans chacun-e d'entre nous et donc aussi dans nos rencontres. Même si on essaie de le déconstruire et d'être activement anti-racistes au quotidien, il reste du chemin à faire.

Le fait de vivre ensemble, dans le partage, en parlant des langues différentes et étant de cultures et de luttes différentes, ce n'est pas une utopie, c'est bien réel et c'est ressourçant et motivant de le vivre. On veut œuvrer tous les jours pour une société comme ça, et même meilleure, partout et à grande échelle. Avec rage, motivation et joie, on veut un monde activement anti-raciste, et l'égalité pour tous-tes. Quand bien même les ateliers du TSC n'auraient rien produit de concret, organiser et vivre ces quelques jours ensemble dans cette ambiance est déjà une bouffée d'air frais pour nous redonner de l'énergie dans nos luttes.



Imane Echchikhi, Maroc

Droits des migrant·es

Deuxième fois au TSC

À ma deuxième participation au TSC, ce qui me marque le plus, c'est l'énergie créative qui transforme des idées en actions concrètes. Les réunions en personne permettent de sentir la solidarité vibrer et de construire des projets collectifs. Chaque rencontre me rappelle que la liberté de circulation se défend ensemble, au-delà des frontières.

Hadis

Première fois au TSC

Je m'appelle Hadis et je vis actuellement en Allemagne. J'ai beaucoup apprécié ma participation au TSC et j'ai beaucoup appris des différentes expériences des groupes et des animateur·ices des ateliers, mais ce que j'ai vraiment aimé, c'était d'être dans un environnement où je me sentais en sécurité d'exprimer mes opinions, et j'ai vu ce sentiment chez les autres aussi.

Il est important de se rencontrer en personne, car on se rend compte qu'on n'est pas le·a seul·e à penser différemment, et je ne pense pas que les échanges entre groupes pourraient avoir lieu de la même manière lors de séminaires ou d'ateliers en ligne, du moins pas à ce niveau.

Abraham, Bologne

Il est important de se rencontrer en personne, car cela me permet de faire la connaissance d'autres militant·es, de s'échanger les contacts et de commencer à travailler ensemble, en confiance. C'est d'ailleurs ce qui s'est passé lors de la dernière rencontre : j'ai obtenu de nombreux contacts et j'ai commencé à collaborer elleux.

Henning, Francfort-sur-le-Main

Demosanis

C'était ma première participation à ce camp, et j'ai surtout donné un coup de main en cuisine. Les organisateur·ices du camp ont fait un super travail. J'ai été particulièrement impressionné par les nombreux·ses interprètes qui ont rendu la communication tellement facile.

Ce camp a été une expérience formidable et motivante. J'adorerais y retourner.

Meral, Francfort

Cafe United

Troisième fois au TSC

Dix ans après l'été de la migration, nous nous retrouvons dans des luttes que je croyais appartenir au passé. Maintenir des structures de solidarité en ces temps-ci est épuisant. Échanger des idées avec d'autres militant·es est source de motivation et d'encouragement, et cela montre que, malgré le climat politique, il existe des moyens créatifs de défendre la liberté de circulation et la solidarité.

C'est pourquoi ces rencontres sont si importantes pour moi. Elles me montrent que nous sommes nombreux·ses et qu'après un nouveau mur vient toujours un nouveau pont.

Samee Ullah, Berlin

Lieferando Workers Collective

Le TSC 2025 a été très utile pour notre lutte. J'y ai présenté la situation des travailleur·euses migrant·es et demandé un soutien pour le Direktanstellungsgebot* dans les entreprises de livraison de repas.

Nous avons été invité·es à participer à la caravane à Berlin le 27 septembre. Nous y avons pris part avec un camion de travailleur·euses migrant·es. Cette action a été comme une étincelle qui a attiré l'attention des responsables politiques sur notre campagne. Le 29 janvier 2026, Die Linke a présenté le Direktanstellungsgebot à l'assemblée parlementaire. Je pense que sans le soutien que j'ai reçu au TSC, cela n'aurait pas été possible.

Aria, Francfort-sur-le-Main

Première fois au TSC

Des camarades chaleureux·ses issus de luttes si différentes, réuni·es par ce formidable collectif de traducteurs.

Lors des rencontres en présentiel, parallèlement à la coordination politique, la confiance mutuelle s'installe et des liens et relations se tissent.

Je travaille dans un centre de quartier où je m'occupe de mettre en réseau les communautés et d'ouvrir des tiers lieux.

*dispositif juridique visant à obliger les entreprises à employer directement leurs salariées et à ne pas faire appel à des sous-traitant·es qui leur fournissent des travailleur·euses à temps partiel



Olivia, Ouganda

Première fois au TSC

Ce camp m'a montré la puissance de la solidarité transnationale en action. Nous avons partagé nos luttes, nos stratégies et nos rires, ce qui m'a rappelé que je ne suis pas seule dans ce combat.

Pour moi, les rencontres en personne humanisent la lutte et créent de véritables liens. Nous construisons la confiance, partageons nos ressources et amplifions notre impact.

À propos de moi

Olivia Patience, fondatrice de Nowhitesaviours Ouganda/Afrique de l'Est. C'était la première fois que je rejoignais une rencontre transnationale et le TSC a changé la donne. Avant, je voyais ce genre d'événements que sur les réseaux sociaux.

Hassan Nugud, Berlin

Engagé dans l'auto-organisation des personnes migrantes et dans la lutte contre les expulsions

L'un des principaux enseignements que j'en tire, c'est que le régime frontalier de l'UE est coordonné, et que notre résistance doit l'être aussi. Les rencontres en personne sont importantes car elles nous permettent d'instaurer une véritable confiance, une clarté politique et d'élaborer des stratégies transfrontalières communes qui vont au-delà de la solidarité symbolique. Ce n'était pas ma première expérience d'un espace transnational, mais à chaque fois, il m'apparaît plus clairement que la liberté de circulation ne viendra pas d'elle-même... elle doit être organisée par la base, dans le cadre de tels rassemblements transnationaux.

Moctar

Alarm Phone Sahara

Pour moi, le principal enseignement tiré du Transborder est que l'apprentissage collectif renforce nos luttes ; il nous permet de partager des expériences diverses et d'élaborer des stratégies communes.

Les rencontres militantes en personne sont importantes, surtout en ces temps d'oppression constante, car elles ravivent notre engagement en nous faisant prendre conscience que nous ne sommes pas seul-es dans la lutte et elles nourrissent également la solidarité.

Le camp me remplit toujours de joie du fait de rencontrer, d'écouter, de partager et de prendre soin des autres, en compagnie uniquement de camarades, comme si j'étais hors de ce monde fou.

Leonie

Afrique-Europe-Interact & Alarm Phone Sahara

Au fil du temps, les camps d'été Transborder m'apparaissent comme de grandes réunions de famille, où de nouvelles personnes rejoignent toujours tandis que d'autres sont absentes. Même si les débats ont tendance à se répéter et que j'ai parfois l'impression que nous sommes enlisés dans une routine avec notre travail politique, ces rencontres en personne avec d'autres militant-es sont si importantes pour moi pour continuer le combat et nous encourager mutuellement.

Raya, Rome

Alliance avec Refugees in Libya

J'ai participé pour la première fois au TSC et j'ai été ravie de découvrir tant de groupes qui mènent des luttes similaires et qui devraient tous être reliés entre eux, malgré les distances géographiques – à l'image du processus migratoire lui-même – et en se rassemblant, devenir un réseau de solidarité plus efficace. Rencontrer des militant-es en personne m'a permis de mettre des visages sur des noms que je connaissais vaguement et de développer un sentiment de confiance (parfois même d'amitié) malgré les distances et les différentes formes d'engagement. En effet, la communication s'est renforcée depuis, et de nouveaux contacts, des groupes de discussion et des collaborations avec des groupes dont les intérêts recoupent les nôtres ont vu le jour et s'avèrent très fructueux.

Hagen, Hanau

No one is illegal et WTM Alarm Phone

Pour moi, c'était la troisième édition du TSC et j'étais une fois de plus enthousiasmé par la diversité des participant-es à ce rassemblement. L'esprit de ténacité et de continuité qui anime nos réseaux, même en ces temps de recul face au racisme, reste fondamental et je le ressens bien plus fortement lors des rencontres en présentiel que lors de n'importe quelle réunion en ligne. Enfin, la chaîne d'action transnationale nous a offert – pour la première fois lors d'un TSC – l'occasion inspirante de promouvoir une mobilisation décentralisée dans un cadre commun.



Jeanne, Paris

Welcome2Europe

C'était la deuxième fois que je participais au camp d'été transfrontalier (en 2022 et en 2025), cette fois-ci au sein de l'équipe organisatrice (au sein du groupe de travail sur les finances et pour certaines parties du programme).

Une fois qu'on s'accorde à dire que les frontières ne sont que des lignes imaginaires qui permettent aux puissant-es de s'approprier des territoires et de contrôler les mouvements de population, il devient étonnamment facile de se parler, de travailler ensemble et de s'organiser. Cela s'est clairement vu cet été au TSC25, dans la manière dont les échanges se sont déroulés sur un pied d'égalité et dans la fluidité avec laquelle on a réussi à vivre ensemble. Je trouve ça frappant pour moi, surtout quand on compare avec d'autres espaces militants, même s'ils sont généralement plus homogènes socialement.

Andrea, Madrid

Première fois au TSC

Il y a deux raisons principales pour lesquelles les rencontres en personne sont importantes selon moi. La première est que chaque rencontre en face à face nous permet de progresser dans notre affinité politique et humaine, et ainsi de grandir en tant que force politique et de nous organiser ensemble à l'avenir (il m'est plus facile de m'organiser avec des ami-es et des camarades qu'avec des personnes que je connais à peine). La seconde est que les rencontres en face à face sont les moments où je grandis le plus politiquement, lorsque nous prenons le temps de mener certaines discussions jusqu'à leur conclusion.

Je ressors de ces événements à chaque fois un peu plus sûre de ce que je veux défendre et de la manière de le faire.

Au-delà de découvrir les luttes et les enjeux spécifiques pour lesquels tant de personnes se battent au sein du mouvement no-border, c'est surtout de voir que tant de personnes dans tant d'endroits, se battent pour quelque chose de très simple : migrer n'est pas un crime. Le pouvoir collectif est immense et ce qui est accompli sur la base de la solidarité au cours de ces journées est inspirant, passionnant et source de réflexion et de créativité.

C'est dans ces espaces que la glace est brisée et que nous avons le temps d'apprendre, de discuter et de partager ensemble, et que des relations plus durables et de confiance se créent. C'est là que nous pouvons mettre un visage et donner un câlin à ceux qui pourraient nous soutenir à l'avenir.

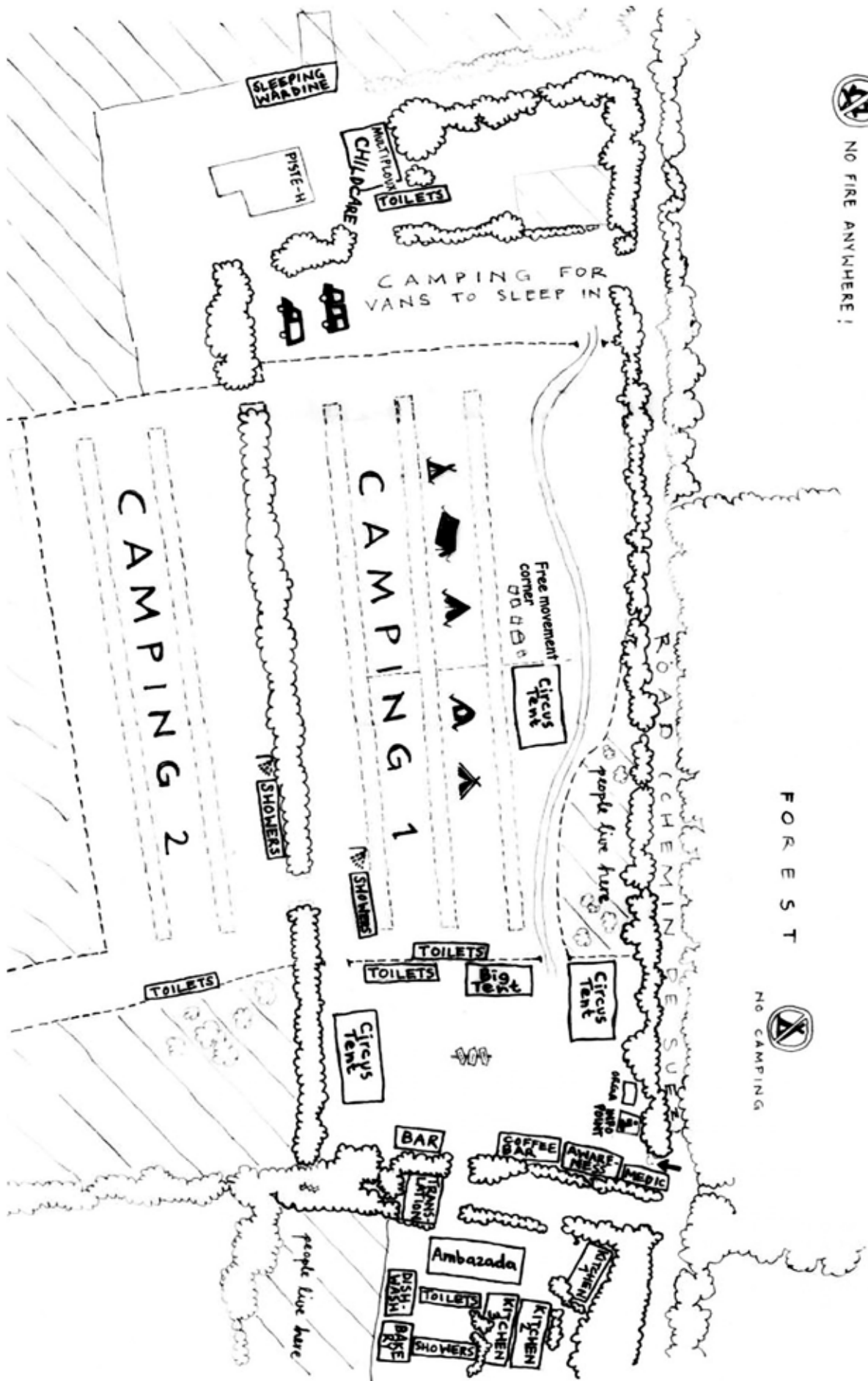
Fatima, Egypte

Première fois au TSC

Ce que je retiens de ce camp, c'est un profond sentiment de solidarité — un sentiment qui s'est transformé en sentiment d'appartenance. Je me suis sentie partie intégrante de quelque chose qui avait du sens, d'une communauté fondée non seulement sur des luttes communes, mais aussi sur des rêves partagés et des liens.

Les personnes que j'ai rencontrées n'étaient pas de simples participantes ; elles étaient bienveillantes, pleines d'espoir et profondément solidaires les unes des autres. Elles portaient leurs histoires avec force, et ensemble, elles ont créé un espace où chacun-e se sentait vu-e et valorisé-e. Ce lien — cet esprit collectif — est ce qui nous a réuni-es en un seul et même lieu. En partant, j'avais l'impression de quitter un foyer. Et pourtant, en même temps, j'ai réalisé que je portais ce foyer en moi — les souvenirs de la cuisine où nous avons cuisiné ensemble, les discussions de groupe, les séances partagées, les rires et les moments de réflexion silencieux. La solidarité, la résilience et la chaleur de ces femmes m'accompagnent partout où je vais.

Les rencontres en personne sont importantes pour moi, car elles me permettent de mieux comprendre ce que font les autres dans différents domaines. Être physiquement présente favorise les conversations authentiques, les échanges constructifs et une meilleure compréhension des défis communs et des solutions. Ces rencontres contribuent à tisser des liens entre différents domaines et différentes régions. Par exemple, découvrir le travail mené en soutien aux femmes réfugiées et des victimes de la traite des êtres humains en Libye, nous aide à identifier des moyens de collaborer, de coordonner nos efforts et de renforcer les réseaux de protection au-delà des frontières. Le partage d'expériences en face à face renforce la confiance et la solidarité. Il nous permet d'établir des liens qui vont au-delà des rapports et des emails, et de saisir la dimension humaine de ce travail. Ces liens contribuent à entretenir les partenariats et nous aident à poursuivre notre collaboration afin de soutenir plus efficacement les communautés vulnérables.



NO FIRE ANYWHERE!

FOREST



NO CAMPING

